

# MADAGASCAR - Revue de Presse francophone

AVRIL 2005

## SOMMAIRE

<b>POLITIQUE INTERIEURE.....</b>	<b>2</b>
VIE POLITIQUE NATIONALE, SUITES DE LA CRISE DE 2002 .....	2
REGIONALISATION DU DEVELOPPEMENT, « PROVINCES AUTONOMES » .....	7
RELIGIONS, RELATIONS EGLISES-ÉTAT .....	8
LUTTE CONTRE LA CORRUPTION.....	11
<b>RELATIONS EXTERIEURES, DIPLOMATIE.....</b>	<b>13</b>
<b>VIE SOCIALE, DROITS HUMAINS, LIBERTES &amp; JUSTICE.....</b>	<b>15</b>
EDUCATION, CRISE UNIVERSITAIRE .....	15
ADOPTIONS, PROTECTION DES ENFANTS, PROMOTION ET DROITS DE LA FEMME.....	17
MEDIAS, LIBERTE DE LA PRESSE.....	18
LIBERTES PUBLIQUES.....	19
SECURITE PUBLIQUE, JUSTICE, PRISONS.....	19
REVENDEICATIONS SYNDICALES : UNIVERSITAIRES ET MAGISTRATS.....	21
<b>ECONOMIE.....</b>	<b>23</b>
BANQUE MONDIALE, FMI.....	23
BAILLEURS DE FONDS, COOPERATION, DETTE EXTERIEURE .....	23
AUTOSUFFISANCE EN RIZ ET SECURITE ALIMENTAIRE.....	25
INTEGRATION REGIONALE (COMESA, SADC, COI), TOURISME.....	26
PRIVATISATIONS, ENTREPRISES FRANCHES, INVESTISSEMENTS ETRANGERS .....	29
INFLATION, LUTTE CONTRE LE CHOMAGE ET LA PAUVRETE ET SUJETS DIVERS.....	31
<b>MENACES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA BIODIVERSITE.....</b>	<b>33</b>
<b>DEMOGRAPHIE, SANTE PUBLIQUE, FLEAUX &amp; CALAMITES.....</b>	<b>34</b>

# POLITIQUE INTERIEURE

## ***Vie politique nationale, suites de la crise de 2002***

### **Majorité présidentielle et Gouvernement**

**JACQUES SYLLA : Forte préférence pour les étrangers...** En nommant 2 étrangers dans son cabinet, le Premier ministre suit la voie de son maître, le Président de la République. Cette inclination à mettre les cadres nationaux sur la touche est mal perçue tant par l'intelligentsia malgache que par la classe politique. (D'après *La Gazette du 04/04/05*)

« Nos actuels dirigeants s'entourent de conseillers blancs et mettent des blancs à la tête des secteurs clés. Chez nous, **la couleur importe plus que les compétences**, à cause de complexes inavoués et inavouables ». (Matvonline du 09/04/05)

**17 conseillers étrangers pour la Présidence :** MARC RAVALOMANANA a officiellement révélé le nombre d'experts étrangers qui lui apportent leur concours. Mais certains d'entre eux sont payés par leur gouvernement d'origine. A l'instar des 7 Allemands qui sont payés par leur gouvernement allemand et d'EVA JOLY qui a précisé qu'elle est "envoyée par le gouvernement norvégien" pour aider l'Etat malgache à procéder à une réforme de la Justice. Outre les Norvégiens, dont le plus connu est PETER LANGSETH, chargé de la bonne gouvernance, des Danois "conseillent" EGALEMENT MARC RAVALOMANANA. De son voyage à Athènes, le Président a ramené un Grec qui devait le "conseiller" dans le domaine de la communication. (D'après *Les Nouvelles du 30/04/05*)

**Et si RAVALOMANANA était le seul candidat en 2006 ?** Depuis que le RFN refuse le statut de parti politique, la crainte de voir que seul le TIM sera en lice à la présidentielle est prise au sérieux. Une inquiétude justifiée par l'absence manifeste d'une opposition bien structurée, crédible et qui soit à même de se mesurer avec l'actuel titulaire du poste. D'autant plus que celui qui est considéré, à tort ou à raison, comme étant un candidat potentiel, PIERROT RAJAONARIVELO, n'est pas prêt à rentrer de sitôt au pays, à cause des menaces d'arrestation. Mais rien n'exclut la présence d'un candidat marionnette. La formation au pouvoir commence à déployer ses tentacules **jusqu'à « convaincre » le FFKM de partager la politique, sinon l'ambition du chef de l'Etat**, visiblement à la conquête d'un nouveau quinquennat. Même la Banque mondiale est persuadée que, hors de l'Eglise... RAVALOMANANA, point de salut. (D'après *La Gazette du 15/04/05*)

**Un mois de mai à haut risque !** La situation politique n'est pas saine et le mois de mai risque d'être le théâtre de mouvements à haut risque. Depuis le début de l'année, le pouvoir n'a guère été épargné et les mouvements d'opposition, de l'extérieur et de l'intérieur, ont tout fait pour que l'équipe de MARC RAVALOMANANA soit en difficulté. Les tenants du pouvoir sont convaincus que toutes ces grèves et manifestations sont politisées et orchestrées par l'opposition. On parle même d'un financement émanant de l'étranger. D'anciens responsables en exil exploitent la situation, comme l'ancien ministre de l'Enseignement Supérieur SYDSON JOSEPH, ou encore des responsables de l'association DUR-Madagascar. Mais l'équipe du Président bénéficie du soutien sans faille des bailleurs de fonds et a acquis une place privilégiée sur la scène internationale. Pour les partenaires étrangers, l'équipe actuelle représente le renouveau et fournit les efforts qu'il faut pour faire de Madagascar un pays intégré dans la grande famille internationale (D'après *Midi du 26/04/05*)

**La session parlementaire qui s'ouvrira le 3 mai scellera l'avenir du gouvernement.** A en croire les déclarations des présidents des deux Chambres, le Premier ministre "n'a plus droit à l'erreur". Et avec le regain d'activité de l'opposition fustigeant "l'incompétence" du régime, l'état de grâce du gouvernement SYLLA est terminé. Les présidents du Sénat et de l'Assemblée ont prévenu le gouvernement de leur nouveau credo : la performance et rien d'autre. JEAN LAHINIRIKO a fait savoir "que le gouvernement n'aura plus d'excuses, que ce soit les cyclones ou autres". (D'après L'Express du 27/04/05)

**Le 6 mai, MARC RAVALOMANANA fêtera avec faste ses "trois ans de réussite" :** pour le Président, des problèmes persistent certes, mais des avancées sont palpables. L'inflation, la lenteur de l'administration et le système judiciaire sont, selon lui, les principales difficultés, mais "des réformes sont entamées". "Regardez l'avenir avec optimisme", a-t-il recommandé. "Regardez la moitié pleine plutôt que la moitié vide", a renchéri un de ses "conseillers" allemands. Le 6 mai, date de la deuxième investiture, la "légale", sera "fêté dignement et avec tout l'éclat qu'il mérite", a-t-il précisé. A un mois de la conférence nationale unique de l'opposition, le pouvoir a trouvé là une manière d'occuper le terrain "physique" et "médiatique" et de distraire la population, en attendant les tourbillons festifs de la fête nationale et de l'arrivée de JACQUES CHIRAC pour le sommet de la COI. (D'après Les Nouvelles du 30/04/05)

## **Opposition**

**L'AREMA à la reconquête de sa base :** "Nous sommes confiants, nos militants commencent peu à peu à trouver leurs marques et peuvent exprimer leur véritable aspiration » Après 2 années de repli l'AREMA part à la rencontre de sa base. Après les événements de 2002, l'ancien parti au pouvoir ne savait pas sur quel pied danser. Le retrait au dernier moment des candidats du parti aux communales de 2003 avait provoqué le désarroi de la base. La démarche de l'ancien parti est désormais claire : **la reconquête du pouvoir**. PIERROT RAJAONARIVELO a placé le parti dans une "opposition franche et sans concession". Les membres du parti s'activent pour la réussite de la conférence nationale unique. (D'après L'Express du 02/03/05)

« **Fanasina** » **interpelle le FFKM :** face à la persistance de la pauvreté et des difficultés politico-économiques, cette association, qui regroupe des étudiants et enseignants universitaires de la capitale, interpelle les dirigeants du FFKM pour qu'ils se préoccupent de l'efficacité du pouvoir dont ils ont soutenu la mise en place. Ils suggèrent de réviser le plan du DSRP (Dossier Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté), afin qu'il soit orienté en faveur des populations et ne réponde plus aux seules exigences des bailleurs de fonds. Ils suggèrent de réduire le budget affecté aux instances gouvernementales. Enfin, ils réclament le rétablissement de la liberté de la presse. (D'après Les Nouvelles du 02/04/05)

## **Projet de Conférence nationale unique des « 3 N »**

**La Conférence nationale unique aura lieu les 2, 3 et 4 juin.** Le choix de cette date n'est pas anodin : l'opposition veut marquer le coup avant la date symbolique du 26 juin, fête de l'indépendance. (D'après L'Express du 02/03/05 et Midi du 20/04/05)

**Le CRN, le RFN et la SPNDU ont tenu leur première prestation publique conjointe,** en présence de plusieurs personnalités politiques et membres de la société civile, sympathisants ou non du mouvement. L'absence remarquée aura été celle d'ALBERT ZAFY qui n'a jamais participé à aucune des assemblées générales des trois entités, et celle des membres du TIM. Il reste maintenant à rapprocher les objectifs, ce qui sera un peu plus difficile. (D'après Les Nouvelles du 14/04/05)

**Problème de leadership entre le CRN, le RFN et la SPDUN :** à 2 mois de l'échéance, les

divergences entre les initiateurs risquent de surgir au grand jour. L'absence remarquée d'ALBERT ZAFY est révélatrice d'un problème de leadership. Mais les divergences entre les trois entités ne portent pas seulement sur la forme, mais également sur le fond, en témoigne leur incapacité à s'accorder sur un seul et même thème. Ils ont tout simplement décidé de retenir les thèmes proposés par chaque composante. (D'après *Midi* du 19/04/05)

**Combien de millions de la Banque Mondiale ?** Grâce à l'intervention du Président de la République, la Banque mondiale a promis de financer le colloque des Pasteurs FJKM. La raison en est que les églises doivent être soutenues car elles contribuent au développement du pays. **Cette Institution va-t-elle également financer la conférence nationale unique** sur la bonne gouvernance et la démocratie envisagée par l'opposition qui, elle aussi, veut sortir Madagascar de la situation de crise où il se trouve ? Comment la SPDUN, le RFN et le CRN trouveront-ils les financements nécessaires à l'organisation de cette manifestation nationale ? Le président du MFM se veut confiant : les bailleurs de fonds aideront à financer toute conférence qui tendrait au renforcement de la bonne gouvernance, de l'Etat de droit et au redressement socio-économique. (D'après *Tribune* du 06/04/05)

**MANANDAFY réclame une amnistie préalable, des interrogations sur l'avenir de la conférence unique.** Le président du MFM annonce son souhait de voir "l'amnistie générale se réaliser avant la tenue de la conférence unique ; comment voulez-vous arriver à une réconciliation nationale alors que les protagonistes sont absents du débat ?". Des membres de la SPDUN ont approuvé. Celle-ci avait déposé une proposition de loi relative à une amnistie sélective mais la suggestion n'a pas été inscrite à l'ordre du jour lors de la dernière session parlementaire. D'autres préfèrent examiner cette question pendant la conférence nationale. Une idée partagée par le président du RFN. Cette proposition grille la politesse au CRN qui puise ses forces en provinces. (D'après *L'Express* du 07/04/05)

Proche du Président de la République, MANANDAFY pourrait entreprendre des démarches en ce sens mais pour lui, "**le Président de la République est pour l'amnistie, mais c'est l'Assemblée nationale qui ne veut pas en entendre parler**". Et de rappeler l'invitation que MARC RAVALOMANANA avait formulée en 2003 lorsqu'il avait exhorté les députés à "*oser adopter la loi d'amnistie*". (D'après *Les Nouvelles* du 07/04/05)

MANANDAFY RAKOTONIRINA semble déjà avoir une certaine idée de l'issue de cette conférence nationale : « **un nouveau projet de Constitution** ». Une nouvelle Constitution qui générerait logiquement de nouvelles élections présidentielles. A moins que celle-ci n'édicte que le Président de la République en exercice reste à son poste jusqu'à la fin de son mandat. (D'après *La Gazette* du 07/04/05)

**L'amnistie de MANANDAFY divise la mouvance présidentielle :** l'examen de l'amnistie générale avant la tenue d'une conférence nationale proposé par le président du MFM, fait apparaître une lézarde dans la mouvance présidentielle, du moins ce qu'il en reste. Le TEZA se déclare opposé à un tel projet, de même que le TIM. L'AVI, lui, se montre réservé sur la question. (D'après *L'Express* du 09/04/05)

**LAHINIRIKO fustige la conférence nationale unique :** le gouvernement contre-attaque. Le Président de l'Assemblée nationale sonne la charge contre le projet du CRN, du RFN et de la SPDUN. " *On n'a pas besoin d'une conférence nationale* ", a-t-il déclaré. Le président de la Chambre basse y voit ni plus ni moins qu'une tentative de mettre en place d'une transition. Il se dit contre " *la politique de la table rase organisée par les mêmes têtes et qui conduit de façon systématique à un retour à la case départ, comme ce fut le cas en 1972 ou en 1992* ". Cette déclaration a été suivie par celle du Premier ministre JACQUES SYLLA révélant une " *tentative de prise de pouvoir de façon indirecte et devant laquelle le gouvernement ne cèdera pas* ". JEAN LAHINIRIKO a souligné qu'un véritable parti d'opposition est celui qui fait des critiques constructives tout

en respectant l'alternance démocratique. Autrement dit, pour le président de l'Assemblée nationale, l'opposition doit *attendre les échéances électorales normales*. (D'après Tribune et L'Express du 15/04/05)

**MARC RAVALOMANANA dédaigne la conférence nationale :** *“La conférence nationale ne m'inspire pas”, a-t-il annoncé. Il “ne voit pas de vision claire” dans ce projet. Les organisateurs sont qualifiés de “mercenaires”. Devant la tenue de cette conférence, le chef de l'Etat se veut serein : “ les résultats du travail sont la meilleure arme”. (D'après L'Express du 27/04/05)*

**Le régime ne participera pas à la conférence nationale** qui, selon JEAN LAHINIRIKO, est *“une perte de temps”*, selon JACQUES SYLLA, *“un vieux disque”*, selon SOLOFONANTENAINA RAZOARIMIHAJA, *“un moyen pour ses organisateurs de se partager les postes”*. Pour le Président de la République, il ne s'agit pour ses initiateurs *“que d'un moyen de se remplir les poches”*. Les trois entités peuvent toujours attendre et dire que la conférence nationale n'est pas réservée à l'opposition, il est désormais certain que le pouvoir n'y participera pas. Mais si le pouvoir est contre la conférence nationale, aucune déclaration officielle n'en a encore interdit la tenue. (D'après Les Nouvelles du 27/04/05)

**Conflit de générations dans la classe politique :** *« Une stratégie révolue et dépassée », « action stérile », « manœuvre de déstabilisation et de partage de postes », etc.* Les gens du pouvoir ne tarissent pas de mots pour qualifier le processus choisi par le 3 « N » en vue de l'organisation d'une conférence nationale début juin. Ce projet réunit en effet des politiciens qui sont presque tous de *« vieux routiers »* de la vie politique malgache. Ces politiciens d'un autre âge font face à une autre génération, proche des dirigeants actuels, qui rejettent la *« politique politicienne »* et accordent la primauté au travail. Une génération qui revendique la responsabilisation de chacun à l'issue d'une alternance et non le partage des postes de commandement. (D'après Midi du 26/04/05)

**Implication incertaine du FFKM,** qui semble de ne pas vouloir donner sa caution morale à la conférence nationale, bien qu'il ait toujours fait preuve d'une présence active, en pareilles circonstances. La défection du FFKM pourrait écorner son autorité morale, avec le risque de jeter davantage une partie de ses fidèles dans les bras des mouvements évangéliques et autres sectes. (D'après Midi du 21/04/05)

**Une "rencontre avec les Tananariviens " pour une sensibilisation** en vue de la conférence nationale est prévue le 30 avril au siège de l'AKFM; c'est une manifestation à haut risque. Selon le comité d'organisation, les autorités ont refusé les demandes de salles qu'il a formulées. (D'après L'Express du 22/04/05 et Les Nouvelles du 26/04/05)

### **Hommes politiques exilés en France**

**PIERROT RAJAONARIVELO :** *« notre pays est en danger ». 2 semaines après les perquisitions effectuées à son domicile et sur le lieu de travail de son épouse, l'ancien vice-Premier ministre en exil en France est sorti de son mutisme. Il a déclaré notamment : « Notre pays est en danger: si nos dirigeants avaient le sens de l'Etat, [...] ils auraient déjà depuis deux ans relevé le véritable défi qui est celui du “développement rapide” promis. Actuellement, l'unité nationale est menacée. La politique d'exclusion pour faire régner la pensée unique engendre des cassures sociales, voire ethniques. Les plaies béantes des événements de 2002 ne sont pas encore cicatrisées ; il existe encore des prisonniers politiques. La réconciliation nationale autour de nos valeurs fondamentales reste d'actualité. Le fossé entre riches et pauvres se*

*creuse davantage. Trois ans de frustration, de souffrances pour les Malgaches qui attendent vainement les résultats du développement rapide. Ces derniers sont confrontés à la flambée de prix, au quasi-monopole de tous les secteurs de l'économie par le régime au profit des intérêts personnels, face à l'ultralibéralisme affiché avec les conséquences sociales désastreuses que nous connaissons. Enfin, on constate le non-respect de l'Etat de droit et des principes démocratiques comme la laïcité, la séparation des pouvoirs... Les dirigeants imposent la pensée unique, prônent l'intolérance, musèlent les libertés fondamentales et individuelles [...] Nous devons définitivement tourner les pages de l'Humiliation et des atteintes répétées aux Droits de l'homme. Nous devons sortir notre pays de la misère » (D'après Tribune du 02/04/05)*

**PIERROT RAJAONARIVELO rappelé à l'ordre par la France :** **RENAUD MUSELIER** déclare que «*le territoire français n'est pas une base arrière pour faire des offensives politiques*». Cela laisserait supposer un retour imminent de PIERROT RAJAONARIVELO, qui bénéficie d'un visa de courtoisie. Mais ce rappel à l'ordre s'adresse aussi aux autres personnalités politiques malgaches réfugiées en France. Mais si la France appliquait au pied de la lettre ce principe, il y a belle lurette que ces «*politiciens*» malgaches auraient été expulsés. Selon **RENAUD MUSELIER** la France est «*prête à soutenir la grande île pour qu'aucune des prochaines élections n'aient de résultats contestées*». **RENAUD MUSELIER** n'a parlé d'aucune mesure à l'encontre de l'ancien vice-Premier ministre. (D'après Midi, Les Nouvelles et L'Express du 02/03/05)

**PIERROT RAJAONARIVELO n'aurait pas d'autre choix que de revenir au pays :** pour éviter l'humiliation d'un retrait de son visa de courtoisie, PIERROT RAJAONARIVELO a le choix entre «*arrêter de faire de la politique*» ou «*revenir au pays*». «*Il est possible que PIERROT RAJAONARIVELO revienne au pays malgré le contexte*», a confié le coordinateur de l'AREMA. Même s'il risque de se faire arrêter à son arrivée, il n'a en fait d'autre choix que de rentrer, à moins de renoncer à ses ambitions. **PIERROT RAJAONARIVELO ne semble plus vouloir respecter le devoir de réserve** auquel il est astreint et s'il poursuit ses offensives politiques, il pourrait être invité à quitter le territoire français. La probabilité que la France lui octroie le statut de réfugié politique est mince. En attendant, l'AREMA prépare activement ce retour. «*Ce sera aussi extraordinaire que l'accueil qu'on a réservé à Didier Ratsiraka en 1997*», a annoncé **BENJAMIN VAOVAO**, secrétaire administratif du parti. (D'après Les Nouvelles du 04/04/05)

**DIDIER RATSIRAKA : «Pas de déclarations pour l'instant».** Exilé en France, il suit de près l'évolution des affaires nationales. Mais, il a choisi le mutisme, tout en signalant qu'il ne fera pas de déclaration tant qu'il n'y aura pas d'événement majeur, par exemple son procès pour détournement de fonds. **Il a promis aux autorités françaises de ne pas faire des déclarations sans les prévenir**, par respect des autorités locales. On ne sait pas si l'amiral a l'intention de revenir au pouvoir mais il ne semble pas vouloir s'immiscer directement dans la gestion des affaires de l'Etat. En revanche, le secrétaire national de l'AREMA PIERROT RAJAONARIVELO, candidat déclaré à la prochaine élection présidentielle, prépare son retour dans la scène politique. (D'après Tribune du 29/04/05)

**Exilés politiques en France : presque tous réguliers.** La plupart d'entre eux ont obtenu un visa de séjour de dix ans. Ils peuvent également circuler dans d'autres pays avec l'accord du pays hôte. Ces lieutenants de RATSIRAKA ont pu obtenir leurs "papiers" à cause de la menace qui pèse sur eux après la chute de l'ancien régime, bon nombre ayant été poursuivis ou incarcérés pour des raisons inconnues. Les exilés peuvent donc travailler régulièrement dans diverses entreprises françaises, certains ont déjà créé leur propre société. D'autres ont profité de leur séjour pour poursuivre des études. (D'après Tribune du 29/04/05)

## Actions de la diaspora malgache en France

**L'opposition malgache en France manifeste – contre-manifestation de membres du TIM :**  
« Assidu Madagascar », proches de PIERROT RAJAONARIVELO, a organisé au Trocadéro une manifestation de contestation qui aurait réuni plus de 200 participants mais personne ne s'attendait à ce que les partisans du régime, membres du parti TIM, eux aussi, rejoignent les lieux pour une contre-manifestation pacifique ; ils n'étaient que quelques dizaines et n'avaient pas demandé d'autorisation aux autorités françaises. Pour les partisans du régime en France, « deux anciens membres du dernier gouvernement de l'ancien régime, actuellement en exil à Paris, tirent la ficelle ». Pour eux, « la contre-manifestation avait pour objectif de prouver que tous les Malgaches ne pensent pas comme eux, et nous sommes prêts à être présents pour défendre le régime si les circonstances l'exigent ». En tout cas, l'opposition fait de la politique. Et elle le fait, pas seulement à Madagascar, mais aussi...en terre française. (D'après Midi du 04/04/05)

**Décès du général BOBA - "DUR-Madagascar" réagit :** "C'est avec une grande tristesse et un sentiment de révolte que nous avons appris la disparition du général BOBA ». Pour cette association basée en France, "une fois de plus, un enfant du pays a été frappé par les effroyables drames provoqués par la dérive dictatoriale du régime ; de près ou de loin, la prison de RAVALOMANANA a eu raison de sa vie". (D'après La Gazette du 04/04/05)

**Fonds du MCC : le Rassemblement des Malgaches de France (RMF) réclame la transparence.**  
Le RMF, une section du RFN, a adressé une lettre au Directeur général du MCC (Millennium Challenge Council) afin d'exprimer ses appréciations quant à la décision prise d'octroyer une assistance financière à Madagascar : " Nous sommes très préoccupés par l'état de pauvreté extrême de la population malgache. Nous formulons l'espoir que le geste américain à l'endroit des paysans malgaches réveillera la bienveillance de nos dirigeants politiques, pour qu'ils consentent enfin à se mettre à l'écoute du peuple et qu'ils répondent aux réclamations populaires. Cette pauvreté dont souffre la population contraste avec la prospérité rapide et fulgurante des entreprises appartenant à une oligarchie nouvellement établie gravitant autour du président et de sa famille », note le RMF. « Face à une telle situation, nous suggérons au MCC d'instituer sous son égide un groupe d'observation chargé de garantir la gestion transparente du fonds accordé, la conformité aux règlements et procédures en vigueur ». A signaler que le président de la République a affirmé qu'il va gérer personnellement ce fonds. (D'après Tribune du 28/04/05)

## Anciens réservistes 2002 : dans l'attente des promesses...

Contrairement à ce que le gouvernement avait annoncé l'an passé, les *arriérés des anciens réservistes ne sont pas encore réglés*. Se pose aussi la question de l'indemnisation des familles des réservistes blessés ou tués en service commandé. En mai 2004, on a comptabilisé 64 réservistes tués et 125 blessés. La qualification de pupilles de la Nation pour les enfants des éléments tués est restée sans suite (D'après La Gazette du 13/04/05)

## **Régionalisation du développement, « provinces autonomes »**

Le projet de recrutement de 500 chefs d'arrondissement administratif bute sur le **problème de crédits** et risque de demeurer sans suite, du moins pour l'exercice 2005. Ce faux-bond aura de lourdes conséquences sur le programme d'appui aux collectivités territoriales décentralisées en matière d'administration territoriale. Il perpétuera la situation de *sous administration chronique des communes*. Cette situation pose le problème de la

cohérence des actions gouvernementales, particulièrement dans le contexte de mise en place des régions. (D'après Les Nouvelles du 02/04/05)

**Développement rural - Le programme ACORDS appuie les régions :** ce programme « d'Appui aux Communes et Organisations Rurales pour le Développement du Sud » s'avère une opportunité donnée aux maires de présenter et de défendre eux-mêmes leurs projets, et l'initiation de réels échanges et débats entre les acteurs régionaux. *L'appui à la planification et à la gouvernance régionale* répond à la volonté du gouvernement dans sa dynamique de régionalisation du développement. (D'après L'Express du 07/04/05)

**Un choix politique sur le maintien des provinces autonomes doit être fait avant la fin de l'année :** le mandat des délégations spéciales, structures provisoires mises en place en 2002 suite à la crise et à l'état d'exception qui s'ensuivit, expire fin 2005, date à laquelle le mandat des conseils provinciaux qu'elles ont remplacés, arrive à leur terme. 8 ans après les premières élections provinciales organisées sous l'ère RATSIRAKA et 3 ans après la dissolution des structures ainsi mises en place, *le régime doit réfléchir sur un retour à la normale*. Les provinces autonomes seront-elles maintenues ou disparaîtront-elles complètement du paysage politique du pays? Le pouvoir de choisir revient au président de la République, qui devrait *"soit faire des élections provinciales, soit modifier la Constitution pour annuler les provinces autonomes"*. Ses discours tendent plutôt vers la suppression des structures provinciales en tant que collectivité territoriale décentralisée, au profit des *"pleins pouvoirs"* en matière de développement aux communes et aux régions. (D'après Les Nouvelles du 19/04/05)

De l'avis des observateurs, le pouvoir RAVALOMANANA, *échaudé par ces agissements des gouverneurs lors de la crise de 2002*, ne serait pas prêt à renouveler l'expérience des provinces autonomes version 2001. La décision des dirigeants actuels de faire des régions des pôles de développement, à la place des provinces autonomes, trop vastes, selon les explications officielles, renforce l'hypothèse selon laquelle, les provinces en tant que structures décentralisées sont vouées à la disparition. (D'après Les Nouvelles du 21/04/05)

## **Religions, relations Eglises-Etat**

### **Colloque des pasteurs FJKM**

*La Banque mondiale prête 180 millions Ar soit 80% des dépenses.* Tous les pasteurs en activité ou retraités ainsi que les présidents des synodes de l'Eglise protestante (FJKM) sont convoqués pour un colloque national. Une grande mobilisation qui n'a pas laissé insensible la Banque. Suite à une réunion entre MARC RAVALOMANANA et le président de la Banque mondiale il a été décidé que cette institution mettra à la disposition de l'Etat malgache un fonds d'un montant de 180 millions Ar afin de financer ce rassemblement. On ne peut s'empêcher de s'interroger sur les tenants et aboutissants de ces relations « privilégiées » entre l'Etat et l'Eglise. *Beaucoup s'inquiètent de la place de plus en plus envahissante que prend la religion dans la vie publique.* Quant à l'utilité de consacrer des centaines de millions à ce colloque, initié, dit-on, par le chef de l'Etat en personne, des voix se font entendre, et au sein même de la FJKM, pour dénoncer une telle dépense, alors que, par exemple, des sinistrés sont laissés à leur sort et que des ONG, qui ont le tort de n'être pas confessionnelles, manquent cruellement d'argent... Ces fonds ne sont pas un don mais un prêt que les contribuables devront rembourser comme tous les emprunts effectués auprès des bailleurs de fonds. *L'immixtion prononcée de la Banque mondiale dans le projet présidentiel* qui consiste à confier des tâches, normalement dévolues à des organismes gouvernementaux ou

privés, à des ONG rattachées au FFKM, est plutôt mal perçue. L'arrivée de PAUL WOLFOWITZ, nouveau patron de la Banque mondiale, ne fera qu'accentuer davantage ce mélange des genres dans les régimes pro-BUSH. (D'après La Gazette du 01/04/05)

**L'union internationale de la presse francophone réagit** : son directeur exécutif, GEORGES RANAIVOSOA, a envoyé une lettre au président du conseil d'administration de la Banque mondiale pour lui soumettre une unique question : « est-il un rôle de la Banque mondiale de financer un atelier de travail des pasteurs d'une église chrétienne ? ». (D'après La Gazette du 05/04/05)

**Le développement du pays ne se fera certainement pas en s'adressant aux forces les plus conservatrices et les plus rétrogrades** : depuis le temps qu'elles ont le champ libre, elles n'ont jamais apporté la preuve de leur engagement dans un progrès qui, à Madagascar, libérerait l'homme des servitudes économiques, sociales et culturelles qui le maintiennent dans son état de pauvreté ancestral. (D'après Les Nouvelles du 06/04/05)

**Mise au point de la Banque mondiale** : par le biais d'un communiqué, elle précise les principes adoptés en matière d'octroi de fonds, principes en particulier inspirés des propos tenus par l'ancien Président de la Banque mondiale, M. WOLFENSOHN avec les membres des organisations religieuses lors de son passage à Madagascar en octobre 2004. **La Banque Mondiale ne prête qu'aux Etats, lesquels établissent des projets de développement pouvant faire appel à des partenariats.** La Banque ne peut donc prêter directement ni à des organisations publiques, privés, laïques ou religieuses non prévues dans les Accords de Crédit ou dans le cadre de leur mise en oeuvre ni, encore moins à des individus. JAMES BOND rappelle que répartis même dans les régions les plus reculées et ayant un meilleur accès auprès des couches défavorisées, « les hommes d'Eglise constituent des agents économiques plus efficaces que les fonctionnaires ». (D'après Tribune et Les Nouvelles du 07/04/05)

**Le colloque aura à se pencher sur la crise latente des églises FJKM**, pour cause de guerres intestines, d'incompatibilité des pasteurs avec les fidèles et de l'organisation même des églises. Autre sujet de préoccupation : **l'attrait de l'islam** qui commence à se faire sentir jusque dans des faubourgs d'Antananarivo, et le développement des sectes qui renforcent la désertion par les fidèles des rangs du FJKM. (D'après Les Nouvelles du 02/04/05)

**Les pasteurs FJKM investis d'une mission par le pouvoir** : MARC RAVALOMANANA s'est adressé aux 1200 pasteurs réunis pour l'ouverture de leur colloque. Après avoir promu le partenariat Eglises-Etat à travers des projets de développement, le chef de l'Etat leur confie d'autres missions : souhaitant mettre à profit l'autorité morale des pasteurs auprès des fidèles, il veut en faire de véritables "agents de développement". Il souhaite transformer ces « citoyens responsables » en courroies de transmission entre la population et l'Administration. "Vous serez les avocats de la population. Vous devez également **informer les autorités des maux dont souffre la population et en convaincre celle-ci**". Un projet qu'il compte "élargir aux autres confessions" et auquel "l'Eglise catholique a déjà donné son accord". Durant 3 jours, ministres et responsables étatiques défileront pour expliquer les programmes gouvernementaux. "Ne soyez pas la proie du doute et de l'appréhension", a exhorté le Président. Prenant les pasteurs à témoin, le chef de l'Etat a donné l'ordre aux deux présidents du Parlement de "**prendre en considération les pasteurs**" dans la conduite des affaires nationales. Ce colloque n'est que le début d'un vaste programme concocté par le chef de l'Etat. "Des pasteurs seront envoyés à l'extérieur pour constater les réalités des pays développés". (D'après L'Express du 11/04/05)  
MARC RAVALOMANANA a exprimé sa reconnaissance aux partenaires financiers de l'Etat,

dont la Banque mondiale, d'avoir contribué au financement de l'organisation du colloque. "Ils ont accepté avec joie notre requête". (D'après Les Nouvelles du 11/04/05)

**La FJKM participe à la sécurisation du pays** : son président, LALA RASENDRAHASINA, a adressé ce message aux 1200 pasteurs : "Nous devons fournir des informations fiables aux autorités politiques en matière de sécurité" qui précise : "S'il y a par exemple des foyers en possession de grenades, il faut nous prévenir tout de suite pour qu'on puisse alerter les autorités politiques". Les 1348 pasteurs du pays constituent **des maillons de réseaux d'informations** appréciables pour les autorités politiques. Plus que les pasteurs, les fidèles de chaque paroisse, estimés à près de 3,1 millions et en contact direct avec la société peuvent également, même de façon indirecte, contribuer à l'accomplissement de cette **mission de sécurisation** qui est l'une des priorités du moment. (D'après L'Express du 12//04/05)

**Pasteurs FJKM : Des « fonctionnaires » du ministère des Mines ?** Cette "nouvelle" attribution, octroyée aux pasteurs FJKM, a été annoncée lors de la cérémonie de clôture du colloque de l'Eglise protestante, par le président MARC RAVALOMANANA : "Vous aurez en charge le contrôle et le suivi de l'exploitation des ressources minières dans vos circonscriptions". On ne sait trop quelle signification donner à cette déclaration... (D'après La Gazette du 13/04/0525/06/09)

« Ainsi, en lieu et place des deux chambres du parlement, Madagascar aura dans quelque temps - et le chemin se trace de manière aussi sournoise qu'efficace - **une assemblée de pasteurs protestants pour représenter le peuple**. Que les autres confessions se le tiennent pour acquis. Il y a péril en la demeure » : (Matvonline du 12//04/05)

**Il aurait été plus judicieux de réunir à la même table**, avec les mêmes fonds (gain de temps et d'argent), **toutes les religions existant à Madagascar**. Sempiternelle question donc : l'Etat malgache appartient-il à la FJKM, alors que le président de la République est protestant, le premier ministre catholique et certains ministres et hauts commis de l'Etat musulmans ? (D'après Tribune du 12//04/05)

**Parti Démocrate Musulman : l'Etat est en train d'exclure tous les musulmans**. Ce parti, qui est partie prenante de l'organisation de la conférence nationale unique, avait participé à la campagne présidentielle de RAVALOMANANA. (D'après La Gazette du 14/04/05)

## Décès du pape JEAN PAUL II

**Le pape été le père de notre démocratie** : beaucoup estiment que sans la visite du pape en 1989, les soulèvements de 1991 n'auraient jamais eu lieu. Lors de son voyage, il avait exhorté le peuple malgache au courage et à la persévérance, un message fort pour l'opposition d'alors, composée des candidats malheureux à la précédente élection présidentielle tenue, quelques semaines plus tôt. La visite du pape aura été l'**« onction suprême » au travail mené par le FFKM contre le régime de DIDIER RATSIRAKA**. Prêtres et pasteurs avaient commencé à sensibiliser les fidèles sur les dérives du régime par leurs prêches dans les lieux de culte, contournant ainsi la censure. (D'après La Gazette du 02/04/05)

**Le Président aux funérailles**. Le président RAVALOMANANA a rencontré JEAN PAUL II en juin 2003. Il avait été accompagné par les quatre chefs d'église du FFKM. **Le pape avait encouragé le FFKM dont le rôle a été déterminant dans la gestion de la crise post-électorale de 2002**. (D'après L'Express du 07/04/05)

**Deuil national** : en signe de deuil, les drapeaux seront mis en berne le jour des funérailles. Un geste réclamé par certains hommes politiques, y compris non croyants. Mais cette décision fait grincer les dents des vrais partisans de la laïcité. Le père REMY RALIBERA s'est félicité que le gouvernement n'ait pas décrété le deuil national. L'ancien secrétaire général du FFKM, qui n'a jamais apprécié les *relations ambiguës entretenues par l'Eglise et l'Etat depuis l'accession de MARC RAVALOMANANA au pouvoir*, souligne que *“la laïcité de l'Etat a été suffisamment bafouée depuis 2002”*. (D'après Les Nouvelles du 07/04/05)

**L'analyse théologique du pasteur Razafiarison** : *“La meilleure solution aux problèmes que notre pays connaît actuellement est de travailler en collaboration avec le Seigneur”*, tel est le fondement du nouveau livre du pasteur, qui s'inspire d'un verset du livre des Chroniques selon lequel *“Dieu est le guérisseur de la nation”*. Cet ouvrage se veut être une analyse théologique du pouvoir dans divers domaines (famille, entreprise, gouvernement...). Le pasteur RAZAFIARISON a été le secrétaire général de la Ligue pour la lecture de la Bible (LLB) pendant 22 ans, après avoir travaillé dans des églises protestantes à Paris. Il réalise actuellement des émissions radiophoniques pour le compte de plusieurs stations évangéliques de l'île. (D'après Les Nouvelles du 27/04/05)

## **Lutte contre la corruption**

**Déclaration de patrimoine : fureur des députés.** Le Directeur Général du BIANCO a transmis au Président de l'Assemblée Nationale une lettre qui lui ordonne de distribuer à tous les députés le formulaire de déclaration de patrimoine ce qui a provoqué l'indignation de nombre d'entre eux. *« C'est le législatif qui doit contrôler l'exécutif et non l'inverse », se sont-ils émus.* Pour le député VONINAHITSY JEAN EUGENE, le BIANCO doit d'abord s'attaquer aux secteurs les plus corrompus, et le Président de la République doit être le premier haut responsable à être soumis à cette obligation. Il poursuit : *« Pourquoi le BIANCO ne mène-t-il pas des enquêtes sur la passation des grands marchés de construction et de réhabilitation de routes, ainsi que sur l'importation du riz gouvernemental et sa commercialisation à travers l'île ? »*. (D'après Tribune du 09/04/05)

**Le BIANCO interpellé par un groupe de députés.** Le délai du dépôt de la déclaration de patrimoine pour les 10 catégories de hauts responsables et élus concernés, a expiré. Un groupe de députés issus essentiellement de l'opposition, et dans une moindre mesure, de la majorité, n'y a pas volontairement souscrit, en faisant valoir que les membres de la Chambre basse ont été élus au suffrage universel direct. (D'après Midi du 25/04/05)

**Le BIANCO s'accorde un délai de 2 mois supplémentaire pour procéder à des relances** par lettres personnalisées à l'endroit de ceux qui n'ont pas encore fourni leur déclaration de patrimoine. (D'après L'Express du 26/04/05)

**2 300 déclarations de patrimoine sont arrivées 2 jours après la date de clôture** du dépôt des documents. L'établissement de la liste définitive des responsables astreints à cette mesure n'est pas encore terminé” (D'après L'Express du 28/04/05)

**Les députés et les sénateurs exigent la déclaration du patrimoine du Président de la République avant les leurs.** La faculté laissée par la BIANCO au Président de la République de se soustraire à la procédure, au prétexte qu'il a déjà fourni la sienne avant le scrutin présidentiel de 2001 a provoqué une levée de boucliers chez certains membres de l'opposition. Un argument qui peut être balayé par le décret même qui n'exempte aucune personne nommée 3 mois après son entrée en fonction, ou à l'entrée en vigueur du décret. Le député VONINAHITSY JEAN EUGENE évoque *“la richesse amassée par le chef de l'Etat depuis son accession au pouvoir”* pour camper sur sa position. (D'après L'Express du 26/04/05)

**Des magistrats rechignent à la déclaration du patrimoine :** ils ont émis des réserves quant à l'efficacité de cette déclaration. Des membres du bureau du SMM ont partagé leur scepticisme, en faisant savoir leur opposition à la procédure. L'exemption du Président de la République en constitue le motif. "Il est le président du Conseil supérieur de la magistrature et il doit nous donner l'exemple", a déclaré RICHARD RAZAKAVONISON qui précise que. "Des mesures d'accompagnement devraient également être mises en place avec cette mesure". Il pense à la mise en place de la Haute Cour de Justice. "A quoi sert cette déclaration si les hauts responsables restent impunis?" s'est demandé le SG du SMM. (D'après L'Express du 29/04/05)

**Le front de refus risque de s'étendre aux autres catégories** de personnes comme les inspecteurs des douanes ou ceux des impôts. Dans cette affaire de déclaration de patrimoine, c'est la volonté réelle de l'Etat de lutter contre la corruption qui est en jeu. (D'après La Gazette du 28/04/05)

**Mines : incitation à la dénonciation de la corruption.** Le directeur général du ministère de l'Energie et des Mines a invité tous ceux qui détiennent des « pistes » sur d'éventuels cas de corruption au sein du ministère de les faire connaître à son département ou au BIANCO. Des opérateurs ont ainsi remis à la rédaction de « La Gazette » un dossier qu'ils nous demandent de transmettre au BIANCO. Un dossier explosif qui accuse de hauts responsables chargés du secteur mines. Des détails sont donnés sur les « actes de corruption, de népotisme, de favoritisme, d'enrichissement illicite et de violation des textes réglementaires ». La doléance est accompagnée de nombreuses pièces, à titre de preuve. (D'après La Gazette du 06/04/05)

**Jeux des îles 2007 - COJI - BIANCO main dans la main :** pour le bon déroulement des travaux préparatoires des 7èmes Jeux des îles de l'Océan Indien en 2007, le directeur général du Comité d'organisation a tenu une séance de travail avec le BIANCO pour mettre en place une *procédure de prévention de la corruption*. Les réhabilitations et les constructions d'infrastructures, l'hébergement, le transport et la communication seront sous le contrôle du BIANCO afin de réduire les risques de corruption. (D'après L'Express du 07/04/05)

**Corruption dans le secteur pétrolier :** EVA JOLY et ANNE- DYNES, les deux spécialistes norvégiennes de la lutte contre la corruption sont de nouveau à Madagascar ; elles ont discuté de la corruption dans le secteur pétrolier avec les responsables du secteur ainsi que ceux du BIANCO et du CSLCC. (D'après Les Nouvelles du 13/04/05)

**A quand le tour des grands gibiers de la construction ?** Quand le BIANCO va-t-il s'attaquer aux grandes corruptions dont le chiffre d'affaires s'élève à des centaines de millions voire des milliards ? La construction est un des secteurs où les pots de vin sont les plus importants. Or, les principaux concernés *sont des grandes firmes et des hautes personnalités*. Cette année, le thème du rapport mondial sur la corruption de *Transparency International* est basé sur la "corruption dans le secteur de la construction". De multiples enquêtes ont révélé que la corruption était plus prononcée dans le secteur de la construction que dans d'autres secteurs de l'économie. (D'après Mada-Journal du 27/04/05)

**Les transactions suspectes surveillées :** le service de renseignements financiers (SRF) est sur le point de voir le jour. Les deux grosses pointures conseillères du président, EVA JOLY et ANNA METTE DYNES, ont tenu une réunion d'information et de formation avec les personnes susceptibles d'être concernées : banquiers, agents immobiliers, responsables de maisons de jeu. L'objectif est de *cibler les grandes filières de blanchiment d'argent*. Cette lutte fait partie des conditionnalités des bailleurs de fonds pour l'octroi d'un financement. (D'après L'Express du 16/04/05)

**Transactions commerciales - Blanchiment d'argent : une loi controversée.** La loi du 19 août 2004 sur le blanchiment, le dépistage, la confiscation et la coopération internationale en matière de produits du crime stipule que "tout paiement en espèces ou par titre au porteur d'une somme globalement supérieure à 10 millions Ar est interdit". Le but de cette mesure est de faciliter la traçabilité des opérations commerciales. Elle devrait encourager la **bancarisation des Malgaches**, qui ne le sont qu'à 2 %. Cette loi veut également permettre au pouvoir central de prendre connaissance des ressources réelles de la population. Le secteur informel, qui participe de manière considérable aux activités économiques, rentrera dans le rang. Mais les clients se plaignent du non-respect de la confidentialité de leurs transactions. (D'après L'Express du 28/04/05)

**CROUA : les anciens dirigeants tous écroués pour malversations.** A la suite d'une enquête menée par le BIANCO, la quasi-totalité des membres de l'ancien staff du Centre Régional des Œuvres Université d'Antananarivo (CROUA) sont tous en prison. (D'après La Gazette du 23/04/05)

Pour les étudiants, le BIANCO doit aller jusqu'à enquêter sur la **liste des occupants des cités universitaires** car des étudiants qui remplissent les critères d'attribution des chambres se plaignent de ne pas être logés alors que des faux étudiants ou des étudiants qui ne sont plus inscrits à l'Université y ont accès. (D'après Tribune du 25/04/05)

**Postes malagasy : 7 administrateurs en prison : "Abus de biens sociaux" ou "détournements de deniers privés".** Tels sont les chefs d'inculpation retenus par le BIANCO. Le fait incriminé a été révélé par des membres du personnel qui, par le truchement d'un dossier confidentiel, ont fait part, aux hautes sphères de l'Etat, de l'existence d'un pactole d'un montant de 160 millions Ar à partager entre 7 sept membres et le président du conseil d'administration. Mais un 8ème n'a pas été inquiété car il est consul de Madagascar à Marseille. A noter que ce magistrat a été très impliqué dans les cérémonies d'investiture du Président suite à la crise de 2002. (D'après La Gazette du 27/04/05)

**28 arrestations pour corruption au premier trimestre 2005** dans le cadre des investigations entreprises par les agents du BIANCO. Suite à ces arrestations, 10 personnes ont ainsi été placées sous mandat de dépôt et les 18 autres ont été mises en liberté provisoire et attendent le jugement définitif. La qualité des inculpés n'a pas été dévoilée, ni l'importance des infractions. **870 doléances ont été enregistrées** et délibérées. 15% portent sur des litiges fonciers, 14% sur les procédures judiciaires, 12% sur des affaires mettant en cause les forces de l'ordre, gendarmes et policiers. (D'après Xinhuanet du 16/04/05)

## RELATIONS EXTERIEURES, DIPLOMATIE

**MARC RAVALOMANANA en visite au Maroc.** On s'attend notamment à ce qu'il visite des "centres d'appel", dans la perspective de l'implantation de tels centres de télécommunication par fibre optique dans l'île, mi-2006, lorsque le réseau national fibre optique ( backbone national ) sera opérationnel. (D'après La Gazette du 04/04/05)

Le Président doit rencontrer les opérateurs économiques malgaches et marocains en vue d'une signature d'un Protocole d'Accord sur la Promotion et la Protection des investissements. (D'après Midi du 06/04/05)

**Le Président malgache en faveur du gel de la reconnaissance de la République Sahraoui Démocratique ;** il a fait part de son souhait de voir la paix consolidée "par le règlement pacifique du problème du Sahara. Madagascar, à l'instar de plusieurs pays du continent, se

*range dans le camp de ceux qui s'en remettent au processus des Nations Unies » (D'après l'Economiste du Maroc du 06/04/05)*

Les relations entre les deux Etats avaient été mises à l'épreuve du fait de la position prise par le gouvernement malgache sur le cas du Sahara durant la IIe République. Madagascar a été le premier pays au monde à avoir reconnu le RASD en 1979. (D'après L'Express du 05/04/05) Mais alors que son ambassade à Madagascar pourrait fermer ses portes, la RASD en ouvrira très prochainement une en Afrique du Sud. **Le ministre sud-africain des Affaires étrangères accompagné d'une importante délégation, entame une visite officielle en RASD.** Outre l'Afrique du Sud, une quarantaine de pays, dont 22 africains, l'Algérie et le Nigeria, reconnaissent la RASD. (D'après Les Nouvelles du 07/04/05)

**Francophonie : Madagascar accueillera le 56<sup>ème</sup> conseil permanent de la francophonie** du 21 novembre, la 21<sup>ème</sup> session de la conférence ministérielle des 22 et 23 novembre, et la réunion de *l'association des maires francophones* du 25 au 27 novembre. Ces 3 manifestations réuniront 2800 personnes provenant de près du 1/3 des pays du monde. La tenue de ce conseil est un véritable enjeu pour Madagascar, car on y débattera de la nouvelle structure de l'OIF. Depuis le sommet de Hanoi, la francophonie s'est ouverte à la politique, et 8 ans après, au sommet d'Ouagadougou, un cadre stratégique décennal a été défini. La réunion ministérielle permettra de discuter de la nouvelle structure de l'OIF par rapport à ce cadre stratégique. (D'après Midi du 13 et du 18/04/05)

**Parallèle entre Madagascar et le Togo :** en légitimant la "victoire frauduleuse" de FAURE GNASSINGBE, héritier du clan qui tient le Togo depuis 40 ans, Paris exacerbe le ras-le-bol anti-français qui, comme en Côte d'Ivoire, couve dans ses ex-colonies. Telle est la thèse du journaliste et ethnologue suisse GILLES LABARTHE, qui publie "Le Togo, de l'esclavage au libéralisme mafieux" En s'accrochant à des dictatures corrompues, Paris accélère sa "perte d'influence" en Afrique, affirme l'auteur. **Il rappelle le cas de Madagascar :** il y a 3 ans, la France soutenait mordicus la victoire contestée du despote RATSIRAKA contre son rival le businessman pro-américain RAVALOMANA. Ce dernier, fort d'un soulèvement populaire et d'appuis occidentaux (notamment Suisse), l'a finalement emporté. (D'après Infosud du 27/04/05)

**Asie-Afrique : «Bandung», 50 ans.** Après avoir séjourné à Washington, le Président de la République est arrivé à Djakarta pour assister à la Conférence ministérielle de l'AASROC (organisations sous-régionales afro-asiatiques). Cette rencontre entre également dans le cadre de la commémoration du 50<sup>e</sup> Anniversaire de la Conférence de Bandung et a pour objectif principal "la mise en place d'un nouveau partenariat stratégique Afrique-Asie". Madagascar, seule grande île au monde qualifiée d'afroasiatique, peut servir de pont entre l'Asie et l'Afrique. (D'après Tribune du 21/04/05)

**M. RAVALOMANANA et G. W. BUSH : conjuguons l'avenir ensemble.** Depuis la crise de 2002, les liens américano-malgaches n'ont cessé de se raffermir. La proximité religieuse des deux présidents, *influencés par le protestantisme méthodiste*, qui n'est pas de moindre importance tant pour la culture malgache que pour la politique des Etats-Unis, a été fortement soulignée par la participation du président malgache au « Petit déjeuner de prière national » annuel du président américain, lors de son voyage aux Etats-Unis. Au niveau économique, *l'odeur du pétrole* à Madagascar se faisant de plus en plus forte, la major Exxon Mobil a su obtenir de nouvelles concessions en matière de prospection. En termes de développement économique, Madagascar est le premier pays à signer un *contrat avec le MCC*. Enfin, les studios « Dreamworks » de Steven Spielberg ont réalisé un *film d'animation* intitulé « Madagascar » sur la spécificité de l'environnement de Madagascar, qui servira de

levier pour l'écotourisme. Ainsi les « visions » de BUSH et RAVALOMANANA se rejoignent. (D'après Tribune du 29/04/05)

## VIE SOCIALE, DROITS HUMAINS, LIBERTES & JUSTICE

### **Education, crise universitaire**

**Madagascar parmi les plus forts taux de redoublement au monde** : le ministre de l'Éducation Nationale, HAJA RAZAFINJATOVO a mis l'accent sur la nécessité d'améliorer les résultats scolaires qui laissent à désirer. *L'objectif est de faire tomber ce taux à 5% en 2015.* Madagascar s'est engagé à Dakar en 2000, au cours du forum mondial sur l'éducation, pour que d'ici 2015, tous les enfants du pays reçoivent une éducation de qualité. *Depuis 2003, près de 1 million d'écoliers supplémentaires ont été enregistrés* dans le primaire. Une «petite» réussite, puisque malgré le recrutement de 1.500 nouveaux enseignants, le taux de redoublement est toujours aussi élevé. L'attente des objectifs est toutefois retardée, compte tenu de la difficulté à gérer simultanément une *très forte croissance des effectifs.* (D'après La Gazette du 07/04/05 et Les Nouvelles du 27/04/05)

**Semaine de l'alphabétisation - Eduquer pour éradiquer la pauvreté** : près de 8 millions de Malgaches sont analphabètes. Représentant 47% de la population, ce chiffre montre que le pays reste très en retard en matière d'éducation, un des baromètres pour mesurer la prépondérance de la pauvreté. (D'après L'Express du 16/04/05)

**Améliorer le français des instituteurs** : l'antenne de la Réunion du centre international d'études pédagogiques (CIEP) testera les compétences en français de 300 professeurs de la Grande Île. Cette étude, commandée par le ministère de l'Éducation malgache, vise à établir un état des lieux des connaissances avant d'engager un plan pour améliorer la qualité de l'enseignement. Dans les campagnes, peu d'instituteurs parlent couramment le français. L'UNESCO pointe une *“pénurie d'instituteurs, qui se fait sentir partout dans le monde. Certains pays pauvres se tournent vers des enseignants d'appoint, peu formés et mal payés”*. Et Madagascar n'est pas épargnée. (D'après Clicanoo du 15/04/05)

**La réforme universitaire suspendue** : le ministre a décidé de suspendre le décret du 22 février relatif aux *obligations de service des enseignants-chercheurs*. Cette décision rassure les étudiants. Ce décret réduisait le nombre d'étudiants encadrés par les enseignants-chercheurs à 8 car il limite les heures complémentaires de chaque enseignant et prive les assistants de l'encadrement des mémoires. La décision avait entraîné la foudre des enseignants et une incompréhension chez les étudiants. (D'après L'Express du 09/04/05)

A peine les professeurs membres du SECES ont-ils consenti à assurer les cours après 3 mois de grève, que les *étudiants désertent les amphis pour protester contre le fameux décret portant sur les obligations de service des enseignants-chercheurs* de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Tous ces événements laissent à penser que l'année universitaire sera, pour la énième fois, classée blanche. Le pays en a connu une bonne demi-douzaine depuis les années 70. Un véritable gâchis. La situation est désespérée surtout lorsqu'on apprend la gabegie, l'incurie qui règne au sein de l'administration de certaines universités. La crise que traverse l'enseignement supérieur n'est que le reflet des conditions précaires dans lesquelles les Malgaches vivent en ce moment. (D'après La Gazette du 19/04/05)

**19 milliards Ar mobilisés pour la coopération universitaire Madagascar – France :** les universités françaises constituent *la première destination des étudiants de la Grande île*. Elles accueillent actuellement *3500 étudiants malgaches*. Des liens entre les deux nations se sont liés, et la relation de coopération universitaire et de recherche entre Madagascar et la France est très dense. En ce qui concerne 2005, la coopération mobilisera 19 milliards Ar, en hausse annuelle de 10% depuis 2003. La coopération bilatérale s'est concentrée sur la *formation-relève des enseignants-chercheurs*, la mise en oeuvre de programmes visant à améliorer les résultats de la recherche dans des domaines cruciaux pour le développement de la Grande île, l'introduction des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), ainsi que le renouvellement de la carte des formations. Les universités françaises aideront les universités malgaches dans la mise en place du système L-M-D (licence, master, doctorat). (D'après *Les Nouvelles et Tribune* du 27/04/05)

### **Manifestations étudiantes**

*Des comportements agressifs et des actes d'intimidation ont été perpétrés par des étudiants manifestants de l'Université d'Antananarivo.* Les revendications des manifestants portent sur 4 points: les bourses, que certains étudiants n'ont pas encore perçues; le système LMD qui ne leur convient pas; l'abrogation du décret que le SECES conteste également et enfin, l'alimentation en électricité dans les cités universitaires, en raison de l'installation prochaine de compteurs prépayés. Deux étudiants ont été arrêtés. (D'après *Midi* du 20/04/05)

*Sérieux affrontements au campus de l'Université d'Antananarivo entre les forces de l'ordre et les manifestants. 3 nouvelles arrestations :* aux revendications à l'origine du mouvement, s'est ajoutée la réclamation de la libération des 2 étudiants arrêtés. Les forces de l'ordre ont pénétré dans l'enceinte universitaire, après y avoir été autorisées par le président de l'Université. (D'après *Midi* du 21/04/05)

*17 étudiants ont été blessés dont 4 grièvement.* Des parlementaires de la SPDUN sont venus reconforter les 2 prisonniers. Depuis, des bruits circulent selon lesquels ces parlementaires se trouvent derrière ces étudiants manifestants, et qu'ils pourraient faire l'objet d'arrestation car ils fomenteraient des troubles. Ce que ces membres de la SPDUN ont catégoriquement démenti. (D'après *Tribune* du 21/04/05)

*Retour au calme à l'Université d'Antananarivo :* des 17 étudiants arrêtés au cours des 2 jours d'échauffourées, un seul est encore détenu. (D'après *L'Express* du 22/04/05)

*Procès des grévistes : verdict le 9 mai.* La détention préventive de DORIEN SAMBOTODY , l'étudiant arrêté, sera prolongée jusqu'au 9 mai, date à laquelle la Cour prononcera son verdict. Le rejet de la demande de liberté provisoire a fait la déception de la foule qui envahissait paisiblement la salle d'audience. Des personnalités politiques, opposantes du régime, n'ont pas failli au soutien des prévenus. (D'après *L'Express* du 26/04/05)

*Une cellule de crise de l'opposition au secours des manifestants :* les membres du CRN, du RFN et de la SPDUN, les " trois N ", ont créé une cellule de crise pour " *marquer leur solidarité envers les étudiants "victimes de la violence policière. "Nous serons là pour conseiller et pour appuyer financièrement et moralement, si besoin, ces jeunes qui militent non seulement pour leur avenir, mais aussi pour celui du pays tout entier."* (D'après *L'Express et Tribune* du 22/04/05) L'opposition subodore l'intention du gouvernement malgache *d'interdire toute manifestation publique*. Le but serait d'interdire la conférence nationale que compte organiser l'opposition. (D'après *Matera* du 22/04/05)

*Grève des étudiants à Fianarantsoa :* les étudiants de cette Université de province manifestent également leur inquiétude par rapport au décret sur l'encadrement des travaux ;

le mécontentement porte également sur des problèmes de bourses et d'infrastructures.  
(D'après L'Express du 22/04/05)

**En marge de la crise universitaire - Valoriser l'image de l'enseignement supérieur privé :** Il est temps que l'Etat reconnaisse l'enseignement supérieur privé. Ces établissements seront d'un grand secours pour accueillir les nouveaux bacheliers qui ne peuvent tous intégrer les universités. Chaque année, 15 000 d'entre eux réussissent au baccalauréat et se lancent à la conquête des établissements supérieurs. L'Etat s'affiche déterminé à revaloriser l'image de ces établissements, qui ne cessent d'augmenter en nombre. Le ministre HAJA NIRINA RAZAFINJATOVO a promis aux intéressés qu'il fera tout son possible pour débattre de la *question de leur financement avec les bailleurs de fonds* qui : « ne sont pas contre ce financement, mais exigent un système bien au point et de qualité ». Outre ce problème, la question de l'homologation demeure en suspens pour le milieu universitaire privé. (D'après L'Express du 13/04/05)

## **Adoptions, protection des enfants, promotion et droits de la femme**

**Adoption - Mesure "transitoire" pour situation "inhumaine" :** RENAUD MUSELIER, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères français rassure. Les "traumatismes" causés aux parents français par le gel de la procédure d'adoption par le gouvernement malgache seront soulagés. Des mesures transitoires seront prises avant le mois de mai, date de la prochaine session parlementaire où sera débattue la nouvelle loi sur l'adoption. *Une centaine de familles sont en attente de leurs enfants.* RENAUD MUSELIER qualifie cette situation "d'inhumaine" puisque les parents et enfants se connaissent déjà. Ce gel de procédure a eu des conséquences dramatiques, qui ont nécessité le déplacement du secrétaire d'Etat, lequel a notamment exprimé le souhait que le traitement de ces dossiers soit résolu, tout au moins ceux déjà en cours, lors de la venue de JACQUES CHIRAC au mois de juillet. (D'après L'Express du 01/04/05 et Les Nouvelles du 02/04/05)

Sur 5.000 adoptions des parents français, 4.000 concernent des enfants étrangers ; *environ 200 enfants malgaches ont été adoptés en 2003 par des Français.* Déclaration de RENAUD MUSELIER : « Dans l'avenir, nous créerons une Agence française de l'adoption, dont l'une des missions à travers le monde sera d'accompagner au mieux les parents candidats à l'adoption ». (D'après La Gazette du 01/04/05)

**Un projet de loi contre le trafic d'enfants :** l'adoption internationale a été suspendue en septembre 2004 pour deux raisons : le démantèlement par la police de *3 réseaux d'envergure de vols, de trafics et de ventes d'enfants*, et la non intégration par la législation en vigueur des *dispositions de la Convention de la Haye*, sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption, qui n'est entrée en vigueur qu'en septembre 2004. Une suspension qui se justifierait par la primauté de l'intérêt de l'enfant afin d'éviter que les enfants malgaches ne deviennent de *simples marchandises et un moyen d'enrichissement* pour certains acteurs isolés et organisés en réseau. Les instances gouvernementales sont en train d'élaborer un projet de loi qui sera bientôt soumis au Parlement. En effet, dans l'axe « sécurisation humaine et sociale » de la politique générale de l'Etat, il incombe au ministère de la Population de « diminuer le trafic de personnes ». Ceci constituant *une des conditions de l'octroi d'aide extérieure au pays*. La France a demandé que le cas des enfants ayant fait l'objet d'appareillement et d'attribution, ceux qui reçoivent déjà des pensions de leurs « parents adoptifs », soit étudié sans attendre la nouvelle législation. Ce que l'Etat malgache hésite à faire, car *le projet de loi à l'étude donne une préférence à la famille d'origine, à la famille élargie*, à la communauté, à un centre d'accueil agréé, avant d'envisager la solution de l'adoption internationale pour l'enfant et n'y procéder qu'en dernier recours. Ce qui

diminuerait la chance pour les étrangers d'adopter des enfants malgaches, mais laisserait moins la place aux trafics et abus divers. C'est là que nombre d'intérêts entrent en jeu, car la demande d'enfants à adopter est largement supérieure à l'offre. Cela met le gouvernement devant un dilemme : écouter les investisseurs et trouver un terrain d'entente avec eux ou bien garder l'idée de départ d'assainir en profondeur le système pour mieux gérer, et dans la légalité, l'adoption au niveau du pays d'abord. (D'après *Midi du* 09/04/05)

**Les violences contre les enfants ont été au centre des débats entre les représentants des pays membres de la Commission de l'Océan Indien (COI).** Cette rencontre a permis de formuler des recommandations pour la contribution des pays de la COI à l'étude lancée par le secrétariat général des Nations unies sur la violence contre les enfants, et pour leur participation à la Consultation régionale pour l'Afrique sur le même thème, qui se tiendra en Afrique du Sud en juin. La pratique de l'inceste, le viol et le détournement de mineure sont de plus en plus fréquents. Ce phénomène s'explique par la fragilité de la famille et par le comportement irresponsable des adultes. (D'après *L'Express du* 28/04/05)

**Femmes parlementaires francophones de l'Océan Indien contre les discriminations :** un séminaire regroupant ces femmes parlementaires se tient à Antananarivo. Il est basé sur la connaissance approfondie de la *Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* afin de renforcer leurs capacités à veiller à la mise en œuvre de cette Convention. 27 parlementaires issues des Comores, de la Réunion, des Seychelles et de Maurice, y participent, ainsi que des femmes parlementaires du Québec, du Bénin et du SG de l'Assemblée Parlementaire Francophone. Il s'agit, ensuite de promouvoir les échanges d'expériences et de points de vue sur la mise en œuvre de cette Convention et de rechercher les moyens d'éliminer toutes les discriminations envers les femmes, étant donné que d'après l'histoire, les femmes de ces Iles voisines ont des racines malgaches. (D'après *Midi du* 02/03/05)

## **Medias, liberté de la presse**

**Recommandation du Conseil des ministres à l'égard des médias :** le Conseil des ministres a demandé aux responsables des médias d'avoir « *plus de retenue dans la publication d'images violentes et de respecter à la fois la dignité humaine, la culture malgache et l'éthique professionnelle* ». Suite à cette déclaration, des responsables de presse se sont rencontrés " *pour préserver la liberté d'action des journalistes* ". Ils regrettent que le ministre de tutelle, un homme libéral et ouvert, accepte ainsi de cautionner une telle recommandation. (D'après *La Gazette du* 01/04/05)

Suite à ces réactions défensives, le ministre de la Poste, des télécommunications et de la communication a tenu à rencontrer les journalistes pour plaider l'honnêteté de cet appel à une collaboration des médias dans la lutte contre la violence. (D'après *Les Nouvelles du* 02/04/05)

**BRUNO ANDRIANTAVISON demande une révision du code de la communication :** le ministre des Télécommunications, des postes et de la communication a déclaré aux journalistes : " *le code de la communication comporte trop de lacunes qu'il va falloir le réviser, il y va de la sécurité de votre métier*" mais pour cela il faudra encore patienter. **Ce fameux code fait l'objet de marchandage politique à chaque changement de régime**, la tentation étant grande pour le pouvoir d'en faire un étai pour museler les médias. BRUNO ANDRIANTAVISON demande aux médias de ne pas prendre l'Etat comme un adversaire et de mettre de côté les préjugés et les a priori. (D'après *L'Express du* 08/04/05)

**Supplément publicitaire et apologétique sur Madagascar dans « le Monde » :** dans l'édition datée du 29 mars est parue un supplément publicitaire payant de 8 pages, destiné à attirer les investisseurs, et curieusement titré : *“Madagascar - Les trésors de la Grande Ile”*. On comprend mieux que ne débarquent dans le pays que des pirates ! Ce genre de supplément apologétique, réalisé par la prospère société *“Inter France Media”*, coûte excessivement cher. Soit l'Etat en a assuré le financement, soit ce sont les grandes entreprises qui ont déjà trouvé l'un des trésors que l'île recèle et qui se croient politiquement obligées d'en payer une partie dans un rédactionnel on ne peut plus complaisant. *Ce n'est pas du journalisme, mais du troc ! (D'après Les Nouvelles du 04/04/05)*

**Radios privées fermées :** Toamasina abritera en mai l'AG de la fédération des associations des journalistes. Jusqu'à présent, les trois stations fermées à Toamasina et celle de Toliara (Radio feon'i Toamasina, Sky FM et Dadapasy, radio Say) sont toujours en attente de la reprise de diffusion des émissions. Les patrons de presse espèrent la levée de l'interdiction d'antenne au plus tôt. *(D'après L'Express du 05/04/05)*

**Père REMI RALIBERA : une presse en danger !** Il a fait cette déclaration lors de la célébration du 50ème anniversaire du journal Imongo Vaovao, affilié à l'AKFM. La censure, intervenue à partir de 1975, n'a été abolie qu'en 1989. Actuellement, les journalistes ont tendance à faire de *l'autocensure*, et ce, même si le régime actuel se déclare attaché au respect des libertés fondamentales. Pour lui, les journalistes qui ne font pas attention risquent de tomber sous l'emprise d'un abus de pouvoir. *(D'après Midi du 25/04/05)*

## **Libertés publiques**

**Union des syndicats contre les atteintes à la liberté syndicale :** plusieurs syndicats, dont le SECES, réagissent pour dénoncer, *« au nom de l'Etat de droit et de la démocratie, la manœuvre du régime en place qui porte atteinte à la liberté syndicale »*. Ils indiquent que *« le gouvernement cherche, par tous les moyens, à supprimer purement et simplement le droit syndical et le droit de grève »* par sa récente saisine de la Haute cour constitutionnelle, inhérente à la constitutionnalité de l'exercice du droit de grève. Si les mouvements syndicaux semblent s'essouffler sur le terrain, les guerres judiciaires qui les entourent font recette... *(D'après La Gazette du 04/04/05)*

**Plate-forme pour la Promotion de l'Etat de Droit (PPED) :** *« Non à la violation de la démocratie »*. La PPED, constituée de diverses entités : judiciaires (SMM, Ordre des avocats, compagnie des huissiers) ; droits de l'homme (CNMDDH, etc.), société civile (CNOE, ASCOMA, etc.) et groupements professionnels (Ordre des ingénieurs et des médecins, APTR, etc.) *«Dénonce toute forme de violation de la démocratie et du non-respect de l'Etat de droit » ; « compatit avec les victimes des actes de violence et les exhorte à rester fermes dans leurs légitimes revendications »*. Ce mouvement estime que *« les gouvernants usent de la violence pour régler les conflits »* et cite les exemples de *« la privation des traitements pour les fonctionnaires grévistes, alors que la grève est reconnue par la Constitution et que leurs revendications sont légitimes »* et *« l'usage de la force contre les étudiants, une répression qui a causé des blessés parmi ces derniers »* La plate-forme estime que la notion d'Etat de droit est *« ignorée, se traduisant par le non-respect des décisions de justice et la levée arbitraire de la franchise universitaire »*. *(D'après La Gazette du 27/04/05)*

## **Sécurité publique, justice, prisons**

**L'Etat passe à l'offensive et élabore une nouvelle stratégie.** Le Président de la République a interpellé les responsables de la Sécurité publique pour qu'ils engagent des efforts conséquents face à *l'émergence de l'insécurité*. Le ministre de la Défense Nationale et le Secrétariat d'Etat à la Sécurité Publique ont passé en revue les différentes formes et manifestations de l'insécurité. Le président de la République a insisté sur l'importance de la sécurité dans la mise en œuvre de la politique générale de l'Etat. L'Etat va adopter une nouvelle stratégie pour renforcer la sécurité aussi bien en zone rurale qu'urbaine. (D'après *Midi du 01/04/05*)

**La police demande aux chefs d'entreprises de collaborer avec ses services pour mieux lutter contre l'insécurité,** à la suite de nombreuses affaires de braquage et d'enlèvement qui ont eu lieu dans la capitale malgache ces 6 derniers mois. (D'après *Mediatropical.com du 15/04/05*)

**La population reste réticente.** Aux termes du rapport sur les perceptions des citoyens sur le DSRP, sur la gestion des affaires publiques et la gestion du budget de l'Etat, financé par l'UE, il apparaît que la population semble ne pas être très rassurée vis-à-vis de la sécurité. 75,5% des citoyens et 87,5% des élus locaux déclarent que la sécurité n'est assurée que partiellement ou pas du tout assurée. Ceci est dû essentiellement à *l'insuffisance des effectifs des forces de l'ordre, au manque de moyens de transport et de carburant, aux problèmes de communication qui empêchent les informations de passer d'une commune à une autre*. Et du fait de ce manque de moyens, nombre d'agents rejoignent l'autre camp et deviennent des complices des malfaiteurs. Quant à la manière avec laquelle ceux-ci exercent leur métier, plus de 75% des ménages et plus de 80% des élus locaux leur accordent leur confiance. Cette confiance peut être basée sur le fait que *les forces de l'ordre, sous le régime actuel, exercent leurs fonctions en toute indépendance selon la majorité des enquêtés*. De plus, les 58% des citoyens et 71% d'élus locaux ont affirmé qu'il y a eu une *amélioration* au niveau de leurs prestations de services depuis début 2003. Selon ce rapport, la persistance de l'insécurité est due à un *mauvais fonctionnement du système judiciaire*. Les populations rurales ont peu de confiance dans le système judiciaire. (D'après *La Gazette du 01/04/05 et Midi du 05/04/05*)

**La justice au banc des accusés - EVA JOLY dénonce une "justice qui ne remplit pas son rôle".** Promue conseillère de MARC RAVALOMANANA, elle dresse un sombre tableau du monde judiciaire malgache. EVA JOLY qualifie ce système *"d'archaïque"* et *"ne remplissant pas son rôle au sein d'une société démocratique digne de ce nom"*. Pire encore, *"certains magistrats n'ont pas compris ce qu'on attend d'eux"*. Premiers visés, *"certains magistrats qui recherchent ou acceptent des instructions"*. Une situation qui écorne l'image et le prestige de la justice quant à sa *"considération et son respect pour elle-même"*. EVA JOLY prévient contre le *"danger d'une justice couchée dans un contexte de l'abondance des ressources"*. Elle soupçonne la justice de corruption, de passe-droits, de complaisance ou d'entraves. C'est le cas des privilèges de juridiction dont certaines personnalités bénéficient et *"qu'il faut reconsidérer"*. *"Ce n'est pas parce qu'on est gendarme, policier, député ou douanier ou magistrats qu'on a droit à des privilèges de juridiction"*, a-t-elle souligné. *"On ne devrait garder que les immunités nécessaires"*, elle est convaincue qu'il faut créer des juridictions pour juger les personnalités qui en bénéficient. *"Ce qui suppose, a-t-elle ajouté, la mise en place de la Haute cour de justice (HCJ)"*. Prévues par la Constitution depuis 1992 et reprises par les révisions apportées depuis, la HCJ est la juridiction compétente pour juger, dans l'exercice de leur fonction, le président de la République, les présidents des assemblées parlementaires, le Premier ministre et les membres du gouvernement. Ces conclusions apportent de l'eau au moulin du chef de l'Etat et à son bras de fer contre les magistrats grévistes. Il insiste plus sur la réhabilitation du système judiciaire que sur la revalorisation des magistrats. *"Les investisseurs ne nous feront*

*confiance que si la Justice occupe la place qu'elle doit tenir dans la société ». “ Comprenant la grève des magistrats et leurs conditions de travail”, EVA JOLY juge plutôt “inadéquate l'expression de cette demande au vu du besoin de justice de la population”. Concédaient l'existence de “brebis galeuses”, DESIRE RANDRIANARIVELO, président du SMM, réfute la généralisation de la remarque. A la lumière de ces déclarations, c'est la notion même d'Etat de droit, tant prônée par les autorités, qui est remise en cause. (D'après L'Express et Les Nouvelles du 18/04/05)*

La mission d'EVA JOLY va certainement *ébranler tout un système* et permettra peut-être un jour l'examen des affaires dites « mystérieuses » de détournement de fonds publics, de grande corruption, ou encore d'enrichissement sans cause de certains hauts responsables, d'exonérations non autorisées qui n'ont jamais été éclaircies. (D'après Midi du 19/04/05)

**La justice de Toamasina sous la loupe des inspecteurs magistrats** en provenance d'Antananarivo. Durant leur séjour, ces envoyés de la Présidence se sont mis à l'écoute des doléances des particuliers concernant le fonctionnement du système judiciaire, y compris de celui de la maison de détention. (D'après Tribune du 21/04/05)

### Situation dans les prisons

**Toamasina : la tuberculose sévit.** En raison du surpeuplement, du mauvais régime alimentaire et d'un mauvais accès aux soins, les détenus courent un risque élevé de contracter la tuberculose. C'est le cas à la maison centrale de Toamasina. Depuis le début de l'année, le nombre des prisonniers atteints de cette maladie n'a cessé de croître. On compte actuellement 11 tuberculeux dont 2 dans un état grave. (D'après La Gazette du 05/04/05)

**Besalampy : 30 détenus trouvent la mort, asphyxiés à cause du manque d'hygiène.** Les prisonniers, pour la plupart en attente de jugement, sont entassés depuis quelques années dans un ancien magasin de stockage de 4m<sup>2</sup>. 90% des 160 détenus sont aveugles à cause de l'obscurité, la plupart sont paralysés. D'après le député de Besalampy, la population locale a l'intention de libérer les prisonniers si le ministère de la justice ne fait pas construire une nouvelle prison. Cela fait six ans que le ministère a été alerté. (D'après Les Nouvelles du 08/04/05)

**Mampikony : plus de dix prisonniers meurent en 15 jours :** la promiscuité, l'insalubrité, la vétusté des bâtiments et la sous-alimentation pèsent sur la vie des détenus. Nombre de prisonniers meurent avant leur jugement. La surveillance laisse à désirer en raison du manque de moyens. Une évasion générale menace la population du district. 200 prisonniers occupent des locaux conçus pour 50 détenus. Les prisonniers ne reçoivent leur ration de riz qu'une fois dans la semaine, grâce à l'aumônerie catholique. Les habitants de Mampikony lancent un appel à l'administration centrale. (D'après L'Express du 26/04/05)

**Forces Armées : baisse de salaire. Des manifs à craindre...** Depuis janvier, les gendarmes ont vu baisser leur salaire et à partir de ce mois d'avril, les militaires en seront aussi victimes. En effet, leurs indemnités de logement seront amputées de leurs salaires mensuels à cause de la perte de l'autonomie budgétaire des Forces armées, qui est désormais incorporé au budget général relevant du ministère des finances et du budget. La baisse de salaire est estimée à 12%. La grogne gagne du terrain dans l'Armée au point que des manifs seraient en vue... (D'après Tribune du 20/04/05)

### **Revendications syndicales : universitaires et magistrats**

#### Crise de l'université et syndicat des enseignants-chercheurs (SECES)

**2 mois après son démarrage, la grève du SECES n'a pas encore obtenu les effets attendus.** Le syndicat a fait savoir qu'il mènera son mouvement d'une autre manière si aucune issue n'est trouvée rapidement. Jusqu'ici, le mouvement n'a pas été soutenu par l'opinion, laquelle est divisée quant au bien-fondé des revendications. *L'Aumônerie Catholique des Universités de Madagascar* (ACUM) n'a pas caché ses inquiétudes, en déplorant que la grève, comme chaque année, soit **uniquement dictée par l'argent** (bourses, salaires, indemnités diverses et autres avantages) : « Il n'y a jamais eu de grève des étudiants pour cause de mauvaise qualité de l'enseignement, d'absence des enseignants, de mauvais état des infrastructures ou encore pour cause de matériels manquants dans les laboratoires ou les bibliothèques. Aucun enseignant n'a entamé de grève parce que les étudiants sont d'un niveau très faible ou parce qu'il y a trop d'étudiants absents ! ». L'ACUM interpelle les enseignants pour qu'ils sachent évaluer la limite de leurs actions et ne pas compromettre l'issue de cette année universitaire. (D'après Midi du 02/03/05)

**Les enseignants ne sont pas solidaires :** la grève du SECES traîne trop en longueur au grand dam de son président. C'est un MIHAMITSY CYRIL très amer qui évoque cette situation liée à l'immobilisme du corps enseignants. « *Les enseignants ne sont pas solidaires et cela rend les négociations difficiles* » (D'après La Gazette du 06/04/05)

**Le SECES reprend le service en se limitant à l'exécution de la seule obligation de service.** Chaque syndicaliste « *accomplira ses obligations de service « en respectant scrupuleusement les normes* », aucun enseignant-chercheur syndicaliste n'effectuera d'heures complémentaires. Le SECES n'a pas omis de préciser que les prescriptions du 22 février 2005 seront appliquées à la lettre, ce même décret dont le ministre vient d'annoncer la suspension. Ce rebondissement correspond à la nouvelle tactique annoncée à l'approche de l'expiration de l'ultimatum du syndicat. Comment les étudiants vont-ils réagir ? Les effectifs d'enseignants sont de toute façon insuffisants et aucun recrutement n'a pu être fait depuis des années, hormis les remplacements numériques. « *Ce gel des recrutements figure dans les conditionnalités des bailleurs de fonds* », note le SECES. En janvier 2004, 500 candidatures avaient déjà obtenu l'aval du collège des enseignants et étaient prêtes pour un éventuel recrutement. (D'après Midi du 11/04/05)

### **Mouvement de grève du SMM**

**"la HCC ne doit pas se substituer au législateur"** : Le Syndicat des magistrats ne s'avoue pas vaincu. Son secrétaire général a déclaré qu'en raison du vide juridique concernant la limitation du droit de grève, la HCC n'a pas à s'immiscer dans le débat. La veille, dans son avis, la HCC a donné raison au gouvernement qui a "la possibilité de prendre des mesures de limitation du droit de grève". Même si cet avis de la HCC n'a pas force exécutoire, il est difficile de concevoir un arrêt contraire de la Chambre administrative. En attendant, la grève des magistrats continue. Le SMM attend également un autre avis de la même Cour une exception d'inconstitutionnalité. (D'après L'Express du 08/04/05)

**Le SMM va-t-il céder ?** Depuis la décision "imprévisible" de reprise de travail annoncée par le SECES, les observateurs s'interrogent sur l'attitude des magistrats qui, après avoir observé une grève générale, ont finalement "concedé" d'assurer un service minimum. Les magistrats emboîteront-ils le pas des enseignants-chercheurs si le gouvernement persiste à ne pas donner de suite favorable à leurs revendications ? (D'après Tribune du 16/04/05)

**Le statut des magistrats redevient d'actualité :** l'un des événements majeurs de la session parlementaire qui s'ouvrira le 3 mai concerne le projet de loi portant statut des magistrats.

L'ajournement de son adoption "pour une meilleure réflexion" ou par "faute de quorum", a déclenché la grève qui a mis le gouvernement à l'épreuve", (D'après L'Express du 27/04/05)

### **Action conjointe du SECES, du SMM, de la FSF (enseignants) et du CC/CD**

**(fonctionnaires)** : les quatre syndicats vont dévoiler leur programme dans le cadre des "festivités" du 1er mai. Ils parleront également des mesures qu'ils vont prendre en vue de renforcer leur pression sur l'Etat. (D'après Les Nouvelles du 27/04/05)

## **ECONOMIE**

### **Banque Mondiale, FMI**

**Conditions de l'appui de la Banque mondiale à l'enseignement supérieur à Madagascar :** la Banque mondiale n'a jusqu'à maintenant accordé aucun financement. Néanmoins, elle serait prête à appuyer le pays dans l'élaboration d'un document stratégique en vue de restaurer le secteur si le pays disposerait d'un système de réformes clair. Trois conditions ont été définies pour que la Banque mondiale appuie les universités : *l'efficacité, la qualité et la pertinence*. La Banque veut que les réformes de chaque Etat intègrent la revalorisation de l'université publique et *l'appui aux universités privées*. (D'après L'Express du 07/04/05)

**La dernière mission d'évaluation du FMI "salue les bonnes performances de croissance économique de Madagascar"**. De quoi désoler l'opposition. Le Groupement des Entreprises Malgaches (GEM) et le Syndicat des Industries de Madagascar (SIM) "sont satisfaits" des relations qu'ils entretiennent avec le gouvernement. La valeur des exportations 2004 a augmenté de 30%, l'industrie touristique affiche de bons résultats, le secteur des entreprises franches est performant. *Contenir l'inflation devrait être la principale tâche du gouvernement*, selon cette mission. Le FMI préconise à cet effet "une politique budgétaire et monétaire strictes". Il constate "une réussite" sur le programme du Fonds pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC). Commencé en 2001, il s'est achevé en mars 2005. Le dernier déblocage de l'Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE) a eu lieu en octobre 2004. L'année 2005 a de forte chance d'être bonne et dans quelques mois, Madagascar peut espérer décrocher un nouveau programme (le programme quinquennal 2001/2005 qui a servi d'instrument aux interventions du FMI est arrivé à son terme le 1er mars). (D'après L'Express du 02/03/05)

### **Bailleurs de fonds, coopération, dette extérieure**

#### **Millenium Challenge Account : Madagascar récompensé par les USA**

*Les décaissements s'effectueront tous les 3 mois*. 3 à 5 millions USD sont attendus pour le premier déboursement de ce fonds, dont le montant total, étalé sur 4 ans et non remboursable, est de 110 millions USD. Il est destiné à financer le *programme de développement rural intégré* et se propose de faciliter le passage d'une économie de subsistance à une économie de marché. Les activités se concentreront sur *5 zones d'intervention*, dont 2 sont pour l'heure identifiées. La première a été choisie pour l'existence d'un parc industriel représentant un marché local important, des infrastructures routières ainsi que pour sa grande potentialité agricole très diversifiée. La seconde est élue par la diversité de ses cultures et sa potentialité en matière d'élevage, de pêche et d'aquaculture, ainsi que par l'existence d'une infrastructure portuaire. 30% du fonds sont destinés à *l'informatisation du système foncier* et à la délivrance de titres, 30% sont affectés au

développement de la *micro-finance* tandis que le reste servira à financer *l'agro-industrie* et la création de l'Agri Business Center, centre d'information sur les marchés permettant un attrait d'investissement et de formation en management d'entreprise. 16 pays y sont éligibles et *Madagascar est le premier à avoir bouclé son programme d'actions et obtenu la première enveloppe*. Pour le ministre de l'Economie, cela témoigne de la confiance des Américains dans le développement de Madagascar. (D'après *Midi et Matera* du 02/03/05)  
Le président se rend à Washington pour la signature de la convention.

**Louanges de CONDOLEEZZA RICE à l'endroit du Président malgache** à l'occasion de la signature du MCA à Washington, en présence de MARC RAVALOMANANA : « *Le Président a commencé à vendre des yaourts dans sa jeunesse, assis à l'arrière de son vélo et, graduellement, il a construit son affaire pour devenir la plus grande entreprise malgache à Madagascar. Il a ensuite été maire d'une grande ville et a, en fait, gouverné cette ville. Il connaît l'économie pratique de long en large, en surface et en profondeur. Il connaît tout ça. Il a vu tout ça. Et c'est pour cela que lorsqu'il est devenu Président en 2002, il savait quoi faire et il savait comment le faire. Sur les trois dernières années, le Président Ravalomanana n'a ménagé aucun effort pour mettre le financement public de Madagascar sur des bases valables et pour déraciner la corruption. Il n'a ménagé aucun effort pour investir dans la santé et l'éducation des 16.5 millions d'habitants de Madagascar, spécialement les jeunes gens. L'âge moyen de la population de Madagascar est juste 17.5 ans. Le Président RAVALOMANANA a supporté l'entrepreneuriat et la liberté économique. Il a souligné l'importance des droits de l'homme et l'opportunité équitable. Monsieur le Président, vous avez apporté un changement à votre pays et nous espérons que le partenariat MCA apportera un changement au peuple de Madagascar* ». (D'après *Midi* du 20/04/05)

**L'image d'un MARC RAVALOMANANA « self made man » séduit les Américains**, qui apprécient tout particulièrement les hommes partis de rien, et qui se sont hissés, à la force du poignet, en haut de l'échelle. MARC RAVALOMANANA a un parcours qui attendrit les Américains et cela n'est certainement pas pour peu dans le décrochage du Millenium Challenge. En fait, « *assis à l'arrière de son vélo* » est une posture bien inconfortable pour vendre du yaourt, et ne correspond pas à la vérité. Notre Présidence de la République a peut-être glissé cette information dans sa biographie pour mieux faire pleurer les Américains. (D'après *La Gazette* du 20/04/05)

**MARC RAVALOMANANA fier de ses performances de "négociateur de fonds"** : « *Si vous n'étiez pas venu, ce financement n'aurait pas été acquis* ». Le Président n'a pas dit qui lui a glissé ces mots à l'oreille lors de la signature du MCA, mais c'est sans modestie aucune qu'il les a répétés au cours de son point de presse. (D'après *Les Nouvelles* du 27/04/05)

**La famille du Corps de la paix s'agrandit** : 19 volontaires dans le domaine de l'environnement. Ces volontaires s'ajoutent aux 19 autres déjà opérationnels sur le territoire pour renforcer les efforts du gouvernement américain dans l'appui de la conservation de l'environnement. 134 autres volontaires sont déjà en poste dans le domaine de la santé et de l'éducation. (D'après *La Gazette* du 27/04/05)

### **Coopération japonaise**

***Effacement de la totalité des dettes malgaches*** : cette annulation s'explique par le fait que Madagascar a atteint le point d'achèvement dans le cadre de l'Initiative des Pays Pauvres et Très Endettés (IPTE) et fait suite à la décision des pays créanciers du Club de Paris de réduire leurs dettes envers Madagascar. (D'après *L'Express* du 02/03/05)

***Don de 300 salles de classe*** : l'année dernière, le gouvernement malgache a pu bâtir 1500 bâtiments. Ils font partie des 6000 salles de classe indispensables pour compléter les 20 000

déjà existantes. Le gouvernement japonais a fixé sa contribution dans cette perspective. L'appui du Japon dans le milieu éducatif entre dans le cadre de l'aide non remboursable aux petits projets locaux. (D'après L'Express du 07/04/05)

**Gestion durable des ressources halieutiques et lutte contre la pêche illicite** le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, la FAO et le gouvernement suédois qui finance l'assistance technique de la FAO, via une structure régionale dans le Sud-Ouest de l'Océan Indien (SWIO). **10 pays riverains sont tenus de collaborer étroitement** dans le cadre de cet accord. Madagascar a aussi assisté à une réunion de tous les pays membres de la FAO sur la pêche illicite. Le pays dispose d'un centre de surveillance de pêche mais le manque de bateau de surveillance performant empêche d'arrêter les bâtiments en infraction. Il a été constaté qu'en une année, les pavillons de complaisance changent 6 à 8 fois de nationalité au sein des pays membres eux-mêmes, pour ne pas être repérés. L'Etat malgache travaille aussi en étroite collaboration avec le centre de pêche de la Réunion qui dispose de moyens performants. La pêche est un pilier de notre économie. Il s'agit d'accroître les recettes de la pêche tout en préservant les ressources naturelles. (D'après Midi et L'Express du 05/04/05)

**Pétrole - Une imminente signature de convention de prospection et d'exploitation.** Le président MARC RAVALOMANANA n'a pas encore confirmé le bénéficiaire, qui pourrait être la Norvège, pays qui a déjà octroyé une somme de 2 millions de dollars pour la gestion de nos ressources pétrolières. L'aventure des explorations de l'or noir à Madagascar existe déjà depuis les années 60. Pour diverses raisons, aucune exploitation n'a pu être menée jusqu'à ce jour. Exxon Mobil et Vuna Energy sont actuellement en phase de recherche sur deux sites. (D'après L'Express du 13/04/05)

« **60% de chance pour Madagascar** » : ce fut la déclaration du Président RAVALOMANANA lors de sa rencontre avec une délégation d'experts norvégiens du pétrole. Les études menées sur les quatre sites susceptibles d'abriter d'importants gisements avancent à grands pas. L'on parle même de l'imminence de l'exploitation de l'un de ces sites. (D'après Midi du 14/04/05)

**Gain de la remise de dettes : pourquoi pas au secteur productif ?** En attendant de nouvelles annonces de suppression de nos dettes extérieures, les discussions vont bon train sur la destination de ces remises de dettes. Conformément à l'Initiative PPTE, ***l'éducation et de la santé accaparent l'essentiel des gains réalisés dans le cadre des remises de dettes*** des IFI et du Club de Paris. Ces deux secteurs sont cependant non directement productifs même s'ils constituent un élément de lutte contre la pauvreté. Aussi, certains proposent de réorienter les ressources dégagées au profit du trio sectoriel productif formant le socle de notre économie : la pêche, le tourisme et les ressources minières. En tout cas, la privatisation des entreprises publiques devrait servir à favoriser la création de richesse et d'emploi. (D'après Tribune du 09/04/05)

**Le programme routier à 10% seulement de réalisation fin 2004** : ce programme qui se veut l'épine dorsale de la politique de développement du pays suit lentement son cours. Lancé en 2003, en était fin 2004 à 10% de réalisation, 30% des travaux étaient en cours et 60% des travaux en vue. De ce vaste programme requérant 700 millions de dollars des bailleurs de fonds, on retiendra la réfection de 5.100 km de routes nationales, 1.092 km de pistes rurales et 5.889 km d'entretien périodique jusqu'en 2007. Le plus gros chantier porte sur 309 km de l'axe Antananarivo-Antsiranana. Lancés en juin 2004, ces travaux ont été attribués à la société Colas, filiale de Bouygues. (D'après Les Nouvelles du 26/04/05)

## ***Autosuffisance en riz et sécurité alimentaire***

**Production rizicole - 2,7 millions de t de paddy attendues cette saison :** l'heure de la délivrance est enfin arrivée. Avec la fin du mois d'avril arrive la *fin de la période de soudure*. Le problème du riz est oublié pour l'heure. Le riz de 2<sup>ème</sup> saison qui constitue l'ossature de la production rizicole commence à être récolté. 15 % de la production totale ont déjà été récoltés. Le riz de 2<sup>ème</sup> saison constitue les 80% de la production, soit environ 2,7 millions de t de paddy. "C'est la quantité attendue cette année", précise le ministère qui *prévoit une augmentation de 13% de la production*. Cette hausse serait la suite logique des initiatives entreprises par le ministère et ses partenaires, dont la FAO. *L'augmentation du prix du paddy* au niveau de l'exploitant agricole a également *encouragé les paysans à accroître les surfaces cultivées*. Cette situation a permis de stabiliser la production malgré les inondations dans certaines régions de l'Ile. Le chiffre de 3,4 millions de t de paddy avancé par le ministre de l'Agriculture est à la portée de Madagascar. Le riz commence à affluer tandis que *les prix sont à la baisse sur le marché local*. Le ministère de l'Agriculture reste pour l'instant serein quant à l'autosuffisance en riz pour cette année. (D'après L'Express du 21/04/05)  
Pourtant, chez les consommateurs, les inquiétudes sont loin d'être dissipées. Le prix du riz ne reviendra plus à son niveau d'avant, surtout à la prochaine période de soudure. L'amorce d'une baisse aujourd'hui ne signifie pas forcément une régularisation à long terme de la situation (D'après L'Express du 13/04/05)

**Le PASA, pour pallier l'absence d'amélioration significative de la productivité agricole :** L'UE met à la disposition du gouvernement la 2<sup>ème</sup> tranche de 10 millions d'euros du Programme d'Aide à la Sécurité Alimentaire (PASA) 2003-2004. Ces fonds viennent en complément des financements du FED qui permet des appuis dans le domaine des infrastructures routières, du développement rural et de l'amélioration du cadre macro-économique. (D'après Les Nouvelles du 07/04/05)

**Débarquement des 900 vaches laitières :** on ne sait pas la provenance réelle de ces vaches. Le bateau transportant la cargaison a quitté la Thaïlande alors qu'au départ, la reprise de l'idée d'importation de vaches laitières avait fixé comme choix la Nouvelle-Zélande comme pays fournisseur. On ne sait pas non plus ni la race ni la composition ni encore l'âge du cheptel importé. Enfin, on ne connaît pas l'importateur du cheptel : l'Etat, le Président de la République, ou le groupe Tiko. Cette opération d'importation massive et coûteuse soulève bien des interrogations et des réserves de la part des vétérinaires, pour des raisons sanitaires. (D'après La Gazette du 30/04/05)

## **Intégration régionale (COMESA, SADC, COI), tourisme**

**Madagascar- COMESA : 144 milliards d'Ar d'importation.** Les avantages obtenus par les opérateurs dans les échanges intra-régionaux sont énormes du fait de l'absence de droit de douane. La COMESA, un traité de libre échange entre 20 pays de l'Afrique orientale et australe, a supprimé les barrières tarifaires et douanières entre ces pays. De plus en plus de produits importés proviennent ainsi de ces pays. En 2004, le volume de nos importations en provenance de la COMESA a été de 144 milliards d'Ar, dont 26 milliards pour le coton, 14 pour les ciments et 10 pour les fibres textiles et tissus. (D'après La Gazette du 11/04/05)

**Madagascar au Sommet de la SADC en août :** le Botswana accueillera le prochain sommet de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en août, et verra sans doute la participation de la Grande île. La SADC confirmera alors son ambition d'être le pôle moteur de l'économie africaine subsaharienne. Dans cette optique, Madagascar vient de

participer à la 20<sup>e</sup> réunion biannuelle du Comité des gouverneurs des Banques centrales de la SADC en tant que simple observateur. (D'après *Les Nouvelles* du 12//04/05)

**Madagascar saura-t-elle se rétracter de la SADC avant l'heure ?** Adhèrera-t-elle ou non à la SADC. Aucun lobbying organisé n'est exercé par les opérateurs privés pour un «non» catégorique, quoique des réticences se fassent sentir. Faut-il alors avoir intégré la SADC pour retarder ensuite la mise en œuvre des engagements pris, notamment dans le sens de *la libéralisation d'au moins 85% des échanges en 2008* ? C'est, en tout cas, la démarche des pays déjà membres, plus soucieux de protéger leur marché local respectif qu'enthousiastes à l'idée de faire partie de cette zone de libre échange. Selon un expert mauricien du CEDREFI (Centre de Documentation, de Recherche et de Formation Indianocéanique), *Madagascar aurait 3 raisons de ne pas adhérer à la SADC* :: l'appartenance de Madagascar au COMESA (Common market Eastern and Soutern Africa) et à la COI, le coût de l'adhésion à la SADC et le rapprochement déjà possible avec l'Afrique du Sud, à travers le COMESA. (D'après *Les Nouvelles* du 27/04/05)

**Sommet de la COI des 22 et 23 juillet :** l'enjeu majeur en sera la refondation du pacte et sa redynamisation. On y traitera aussi du développement durable et de la gestion des ressources naturelles, par exemple de l'exploitation par des étrangers de la pêche dans la région. A l'ordre du jour également les questions relatives à la valorisation des échanges de matière grise, chère au président MARC RAVALOMANANA, ou encore la libre circulation des biens et des services. L'ombre des organisations régionales anglophones plus puissantes (SADC, COMESA) planera sur le sommet. Depuis quelque temps, les pays baignant l'océan Indien n'ont pas caché leur intention d'adhérer à ces organisations, comme c'est déjà le cas de Madagascar. (D'après *L'Express* du 21/04/05)

#### **Visite officielle de MARC RAVALOMANANA à la Réunion les 14 et 15 avril :**

Il sera accueilli par BRIGITTE GIRARDIN, Ministre de l'Outre-mer. Cette visite intervient à l'occasion de l'entrée en vigueur de *l'accord franco-malgache d'encouragement et de protection réciproques des investissements*. La France et Madagascar, qui a ouvert un Consulat à Saint-Denis fin 2004, entendent donner un nouvel élan aux relations économiques entre ces deux îles, en augmentant leurs échanges commerciaux, ainsi que les investissements. Une importante délégation du secteur privé malgache accompagnera le Président. M. RAVALOMANANA, qui a relancé le processus de décentralisation à Madagascar, se rendra également au Conseil Régional et au Conseil Général de la Réunion. (D'après *Ministère français des Affaires étrangères* du 13/04/05)

**De l'égalité des investisseurs ?** Plus d'un s'interrogent sur la volonté du régime à privilégier avec la France des *accords bilatéraux spéciaux* sur la protection des investisseurs. Dans ce cas, quid de l'égalité de traitement des investisseurs ? Le préambule de l'actuelle constitution malgache reconnaît et garantit la libre entreprise et la libre circulation des biens et des personnes et des capitaux. (D'après *Tribune* du 15/04/05)

Le voyage, suppose-t-on, sera très politique, et devrait effectuer des mises au point dans le domaine de la *coopération policière*. Les rapports entre les deux îles ayant surtout été marqués par des affaires tonitruantes (trafic de tortues et de stupéfiants, scènes houleuses au temple FJKM de Saint-Denis, expulsion de prostituées ou d'étudiants clandestins...). L'on présume également un renforcement de la coopération militaire. (D'après *La Gazette* du 13/04/05)

**Une nouvelle délimitation des frontières maritimes :** selon un responsable, "La négociation d'un portant sur la délimitation de la Zone Economique exclusive entre Madagascar et la

Réunion peut être considérée comme une mesure qui restaure la confiance entre la France et Madagascar". Le règlement du "conflit" sur le contrôle des îles malgaches de l'Océan indien, telles que Juan de Nova, Europa, Archipel des Glorieuses, ou encore Bassas da India, toujours sous la souveraineté de la France n'est toujours pas à l'ordre du jour. (D'après Midi du 14/04/05)

**Visa, consulat, tracasseries :** la Réunion a toujours été la destination la moins accessible aux Malgaches en partance pour l'étranger. De nombreux témoignages confirment que ces derniers mois, les conditions d'obtention de visa de sortie relèvent de plus en plus du **parcours du combattant** au consulat de France à Antananarivo dont le bâtiment ressemble à un véritable... bunker. Ce sujet devrait être abordé lors de ce voyage officiel. (D'après Clicanoo du 15/04/05)

**Les échanges entre Madagascar et la Réunion se limitent à 2% du commerce extérieur de chacune des deux îles. "Ce n'est pas normal",** a commenté MARC RAVALOMANANA, comme "il n'est pas normal que le trafic aérien régional ne représente qu'une fraction minimale du trafic long-courrier". "Il n'est pas normal qu'aussi peu d'étudiants malgaches soient dans les universités de la Réunion, de Maurice ou d'Afrique du Sud. Il n'est pas normal que trop peu d'entreprises originaires de la zone investissent à Madagascar alors que les investisseurs viennent d'Europe ou d'Amérique du Nord". Et de résumer le problème de la coopération régionale : "Nous sommes encore trop dispersés, trop distants les uns des autres. Nous devons changer cela. Avant d'entrer dans la politique, j'étais un homme d'entreprise. Et je crois beaucoup à l'efficacité du commerce et des investissements. Je crois que c'est au monde des entreprises de montrer le chemin". (D'après Tribune du 16/04/05)

Cette visite est une bonne chose pour Madagascar qui a tout intérêt à s'ouvrir sur l'Europe, à se refaire une santé économique, à modifier son image de pays pauvre, ruiné après des décennies de soviétisation sous le règne de l'amiral rouge, en un pays où l'investisseur est protégé, où la corruption recule. Cette visite est aussi une bonne chose pour la France qui à les moyens de mettre **un frein à l'américanisation de Madagascar**. Une américanisation qui freine le pays parce qu'elle s'incruste par le biais de sectes, de missions, de "Jésus avec nous", de prédicateurs, de parpaillots défroqués ou non. Cette visite est une bonne chose enfin pour la Réunion qui devrait se souvenir des liens historiques et culturels qui unissent les deux pays. (D'après Clicanoo du 17/04/05)

### **Développement du tourisme**

**Le développement du tourisme est sur une courbe ascendante et n'est plus une utopie.** Les résultats de la saison 2004 sont très encourageants. Si les efforts sont maintenus, Madagascar pourra réellement compter sur le tourisme pour se développer. 230.000 touristes ont visité le pays en 2004. La prévision était alors de 200.000. Les projections pour les années à venir promettent. 500.000 touristes en 2007 et 700.000 en 2010, ce qui demande la création de 4000 chambres par an et l'arrivée de 10 avions de 200 places de l'étranger par jour. Les autorités prévoient une croissance annuelle de 40% des recettes en devises générées par le tourisme. (D'après L'Express et Tribune du 06/04/05)

**Nosy Be - Le tourisme se développe sans réelle maîtrise, avec de nombreux impacts négatifs :** privatisation de certaines parties du littoral, conflits fonciers, surdensification de certains secteurs du littoral, pollutions, perturbation des écosystèmes marins par les activités nautiques, coût élevé de la vie et inflation, tourisme sexuel (y compris prostitution des enfants), liens avec la pornographie internationale, trafic de drogue. Un enjeu de taille est l'intégration des populations à ce type de développement. Il n'est pas du tout évident, étant donné le manque de qualification de la main-d'œuvre, que la population locale puisse

répondre aux besoins de l'industrie touristique, surtout s'il s'agit de tourisme haut de gamme, d'autant plus qu'une majorité d'opérateurs sont des investisseurs étrangers. (D'après La Gazette du 11/04/05)

**«Les desseins du tourisme animés grâce à un cartoon de SPIELBERG»**, c'est la bonne nouvelle pour l'économie nationale : un dessin animé intitulé «*Madagascar*», réalisé par les studios «*Dreamworks*» du célèbre SPIELBERG, sera diffusé aux USA en mai, puis en France et en Belgique en juin. Ce film permettra d'accroître la visibilité de Madagascar et influencera le désir de prendre cette destination dans les prochaines années. (D'après Les Nouvelles du 06/04/05)

## **Privatisations, entreprises franches, investissements étrangers**

**Electricité : Lahmeyer prend le contrôle de la JIRAMA - importante hausse des tarifs annoncée.** Le contrat de gestion entre Lahmeyer et l'Etat malgache pour redresser la situation de la JIRAMA, a pris effet. Le pari risque d'être très difficile à tenir. La JIRAMA se trouve actuellement dans une *situation qui frise la catastrophe*, avec 150 millions d'Ar de déficit pour 2005 et ce chiffre pourrait doubler l'année prochaine. « *Il n'y avait aucun contrôle des dépenses de la société* », devait affirmer le directeur, RODRIGUE HACHE, qui espère pouvoir changer les mauvaises habitudes de la JIRAMA en deux ans, délai qui lui est imparti dans le cadre du contrat de gestion. La société n'a plus augmenté ses tarifs depuis 4 ans et une hausse est inévitable, ne serait-ce que pour rattraper les effets de l'inflation. Avec la hausse du prix des carburants, une projection d'augmentation des tarifs de 12% est prévue pour cette année et il y aura chaque année une augmentation de 8 à 10%. Les consommateurs sont très inquiets. (D'après L'Express et Midi du 01/04/05)

### **Zones franches**

***Production en hausse de 24,8% en 2004***, à la veille du démantèlement de l'accord multifibre au 1er janvier. Les entreprises franches sont au nombre de 180 et leur effectif de 107.000 contre 85.000 en 2003, soit une hausse de 26%. Ces résultats sont dus essentiellement à l'augmentation des commandes extérieures, notamment, américaines et à la dépréciation de la monnaie locale. Cette situation a profité en particulier à la fabrication textile et d'articles d'habillement, absorbant 94,1% des emplois créés. Mais les produits alimentaires, les boissons, les fruits et légumes transformés ont enregistré une hausse relative de 24% en 2004. (D'après Les Nouvelles du 06/04/05)

**Zone franche - Un employé sur trois exposé au danger dans son travail.** Le nombre d'accidents de travail y est alarmant. La sécurité est précaire. Nombreux sont les travailleurs exposés aux blessures provoqués par le soulèvement d'objets lourds, sujets à des maladies imputables aux substances chimiques ou provoqués par une atmosphère malsaine. Selon une étude menée de concert par Catholic Relief Services (CRS), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Bureau international du travail (BIT) en décembre 2004 dans les zones franches, un travailleur sur trois se sent en danger sur son lieu de travail. (D'après L'Express du 29/04/05)

***Face à la concurrence internationale les entreprises franches du textile font bloc.*** La rupture de l'accord multifibres a mis tout le secteur textile malgache dans une position délicate. En 3 mois, 6 entreprises franches ont été contraintes de fermer, entraînant la suppression de plus de 8000 emplois. Conscientes du danger, 17 entreprises franches, spécialisées dans ce secteur,

ont décidé de *regrouper leurs efforts au sein d'une mutuelle*, techniquement appelée "cluster", baptisée "Text'Ile Mada". (D'après L'Express du 01/04/05)

**AGOA : le début d'une longue débâcle ?** Les exportations à destination du marché américain se sont nettement repliées au cours du premier trimestre. Les observateurs imputent déjà cet état de choses au *retrait progressif des opérateurs face à une Chine menaçante* qui va vraisemblablement offrir des prix qui défient toute concurrence. De surcroît, le fait que Madagascar ne puisse plus utiliser des matières premières en provenance des pays tiers à partir d'octobre 2007, privilège accordé jusque-là aux PMA n'est pas pour rassurer les investisseurs qui raisonnent à long terme. (D'après Les Nouvelles du 21/04/05)

**Un investissement de 300 milliards Ar pour la zone franche industrielle de Toamasina :** L'implantation de cette nouvelle zone franche industrielle (ZFI) avec ses 200 sociétés et ses 10.000 emplois contribuera au développement des trois régions de l'Est. L'ensemble de la zone occupera une superficie de 143 ha appartenant au port de Toamasina. Le programme d'installation couvre une période de 5 ans. Ce projet entre dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Développement du Secteur Privé II (PDSP II), qui prend en charge la mise en place des infrastructures de base. (D'après Les nouvelles du 05/04/05)

**Zone franche malgache cherche investisseurs à Maurice :** OLIVIER ANDRANARISON, ministre de l'Industrialisation, du commerce et du développement du secteur privé est arrivé à Maurice pour relancer les contacts avec une cinquantaine d'investisseurs qui ont exprimé le désir de s'implanter dans la nouvelle zone franche industrielle de Tamatave. La délégation visitera le port franc de Port-Louis. A près la crise de 2002, les industriels mauriciens reviennent timidement à Madagascar. (D'après L'Express de Maurice du 10/04/05)

### **La confiance des investisseurs directs étrangers continue à se renforcer**

Les grands investisseurs étrangers reviennent, après le passage à vide de 2002 et 2003. 85 milliards Ar ont été investis en 2004. En 2005, on mise sur une plus importante croissance grâce notamment aux *grands investissements miniers* en cours et à d'autres importants projets comme celui de la *Zone Franche Industrielle de Toamasina*. Cette croissance est aussi due aux efforts entrepris pour attirer les investisseurs étrangers. Parmi ces efforts figure la *sécurisation des investissements* à travers les accords bilatéraux. Pour les pays qui n'ont pas d'accord bilatéral avec Madagascar la garantie des investissements est assurée par notre adhésion à des accords à caractère général et multilatéral. La facilitation de l'utilisation des capitaux étrangers est également un facteur favorable. Le Guichet Unique des Investissements et de Développement des Entreprises (**GUIDE**) fait ses preuves et ses performances sont de plus en plus appréciées. (D'après Midi du 06/04/05)

**RAVALOMANANA lance une offensive de charme vers les investisseurs asiatiques :** il a accueilli 120 représentants de la communauté des investisseurs asiatiques (chinois, thaïlandais, hongkongais, japonais, indiens, pakistanais, etc.) afin d'entretenir un bon climat de confiance avec eux. La rencontre est intervenue une semaine après son retour de Djakarta, où se déroulait le sommet des hommes d'affaires afro-asiatiques. Le président a *appelé les investisseurs asiatiques à investir et surtout à exporter plus* dans le contexte actuel où les bailleurs de fonds et les partenaires de développement semblent avoir plus que jamais confiance à la Grande île. Il leur a aussi recommandé de «*laisser de côté l'esprit de rente*». Une plus grande implication des investisseurs asiatiques a été sollicitée tant il est vrai que seules 10% des exportations de Madagascar sont transformées alors que la proportion en est de plus de 50% pour le cas de l'Afrique du Sud. (D'après Les Nouvelles du 30/04/05)

## Télécommunications - les postes fixes sans fil débarquent

10 mois après sa *privatisation*, la seule société de téléphonie fixe de Madagascar, Telma, se lance à la conquête du marché. Pour satisfaire au plus vite la forte demande en téléphonie fixe, elle a fait appel à des technologies modernes pour faire face à la montée en puissance des portables. Telma a opté pour une technologie de pointe, *le réseau de boucle local radio*, trois fois plus puissant que le système avec fil. Il est possible d'avoir une ligne en moins d'une heure. L'extension du réseau de téléphone fixe figure parmi les obligations de l'accord de privatisation. Pour le backbone national (fibre optique pour Internet), l'appel d'offres a été lancé, le titulaire du marché sera connu fin avril. Quant à au réseau rural, un appel d'offres a aussi été lancé pour l'installation de 200 postes ruraux reliés par satellite. Plus de 5000 publiphones seront installés d'ici 2 ans. Ils utiliseront aussi ce système de téléphone sans fil. Telma, ancienne société d'Etat, a été privatisée en 2004. *La société mauricienne Distacom a racheté la totalité des actions de l'Etat et de France Télécom*, soit 68%. Le processus de privatisation a duré 5 ans. (D'après L'Express du 08/04/05)

## **Inflation, lutte contre le chômage et la pauvreté et sujets divers**

**Indice des prix : amorce d'une légère baisse** : en glissement, de mars 2004 à mars 2005, les prix à la consommation ont enregistré une hausse de 26,5%. Cette hausse provient, entre autres, des produits importés, de l'ordre de 35% et celle des produits pétroliers, 6,6%. Selon les prévisions, pour avril le taux ne serait que de 0,1% contre une prévision initiale de 0,7%. (D'après La Gazette du 21/04/05)

**Pouvoir d'achat : diminution alarmante de la consommation des ménages**. Selon l'INSTAT, sur la période février-mars 2005, par rapport à la même période de 2004, on constate une baisse sensible de la consommation, notamment dans le secteur de la santé (médicaments, centres de santé), les carburants, les déplacements. L'inflation a obligé les Malgaches à réduire au strict minimum leur consommation. (D'après La Gazette du 23/04/05)

**Une politique monétaire inadéquate peut coûter cher à la croissance** : en glissement annuel, le taux d'inflation aurait atteint récemment la barre des 30%. Face à cela, les autorités monétaires jugent encore opportun de maintenir les mesures de restriction visant à circonscrire cette dérive inflationniste. Le maintien du taux directeur à 16% et du taux de réserve obligatoire à 15% vise à contenir l'inflation. Las de jouer les éternelles victimes, les opérateurs ont tenu à se faire entendre des autorités monétaires mais il faudra attendre les indices du mois de mai pour, s'ils sont bons, «fermer la parenthèse de l'inflation». (D'après Les Nouvelles du 12//04/05)

**Secteur privé : recul de 7% des créations d'entreprises en mars**. Inflation, baisse du pouvoir d'achat, autant de faits qui dictent le quotidien des opérateurs privés. Les opérateurs ont-ils baissé les bras ? C'est la question que se posent nombre d'observateurs apprenant que le rythme de création d'entreprises à Antananarivo a de nouveau reculé au mois de mars. Selon certains promoteurs, cette situation vient de la conjoncture même qui prévaut dans le pays. L'on déplore dans le milieu des affaires qu'il y ait un *manque de visibilité dans la conduite des activités*. La *dégradation du pouvoir d'achat des consommateurs* ne fait qu'aggraver la situation. (D'après Midi du 15/04/05)

**Créations d'entreprises : peu de valeur ajoutée**. La majorité des établissements qui s'installent se concentrent dans des activités qui ne créent pas de valeur ajoutée. On note

*L'absence d'entreprises optant pour des activités agricoles*, la faiblesse du poids du secteur secondaire et la prédominance de petites sociétés commerciales qui n'investissent que très peu. Les investissements à long terme, appropriés par exemple, à d'importantes exploitations agricoles, ne seront pas pour demain alors que ce sont ces types d'apports financiers dont a besoin ce pays. Les derniers gros investissements dans le monde agricole remontent à l'époque des nationalisations. (D'après *Midi* du 25/04/05)

**Cessations d'activité : premier trimestre fatal pour 303 entreprises.** Inflation, baisse continue du pouvoir d'achat des consommateurs, autant de facteurs qui dictent la vie des entreprises. Le *manque de débouchés* demeure toujours un goulot d'étranglement pour le secteur privé, touchant 48 entreprises. De même, *la santé du dirigeant* semble également déterminante. La situation pourrait aussi être liée à un manque de sérieux chez certains promoteurs. *Le professionnalisme* n'est pas encore en place au sein du secteur privé. (D'après *Midi* du 20/04/05)

**Secteur informel : une place importante dans l'économie malgache.** 20% du PIB de Madagascar seraient fournis par le secteur informel qui, en outre, constitue la principale source de revenu à 6 ménages malgaches sur 10. Depuis quelques années, le gouvernement accorde une importance primordiale, notamment afin d'accroître les recettes fiscales, à l'intégration des unités de production dans le secteur formel. (D'après *Matera* du 22/04/05)

**Le secteur minier vise 300 millions de dollars de recettes d'ici 2009 :** en 4 ans, le ministère de l'Énergie et des mines prévoit une hausse de 500% de l'apport des produits miniers dans le PIB. Cet objectif très ambitieux sera atteint par une accélération du *processus de réforme à travers le code minier*. Le Premier Ministre a souligné l'importance que le gouvernement attache au secteur : "C'est un atout que Madagascar ne peut négliger dans son processus de développement". Madagascar, du fait de son contexte géologique, présente un *potentiel minier important* mais méconnu et mal exploité à cause de l'insuffisance des informations géologiques et minières de base, d'où la rareté des grandes exploitations de qualité et d'envergure internationale. (D'après *L'Express et Tribune* du 07/04/05)

**Exploitation minière artisanale :** l'attrait de gains exceptionnels dans la découverte de nouveaux gisements de pierres ou de métaux précieux provoque des *migrations importantes et anarchiques de population* et entraîne des conséquences désastreuses sur l'environnement, le développement culturel et social des communautés locales ainsi que la santé des autochtones. L'exploitation minière informelle représente une composante économique et sociale importante au niveau de la population rurale. La création du Bureau d'Administration Minière (BAM) dans les zones d'exploitation coordonnera le recouvrement des redevances minières, le respect de la réglementation sur la commercialisation, la gestion des aspects sociaux et économiques, la répression de la fraude, le maintien de l'ordre et la réhabilitation environnementale. (D'après *Tribune* du 08/04/05)

Géologiquement, Madagascar constitue un terrain porteur de gisements miniers, qui commencent à être découverts. Il figure parmi les 4 premières sources mondiales de pierres précieuses. On distingue 3 catégories de produits miniers : les pierres ornementales, les pierres fines, les pierres précieuses, dont le saphir, le rubis et l'émeraude, les plus prisées sur le marché mondial. Les marchés aussi bien local qu'international souffrent d'une grande irrégularité et d'irrationalité de la production, ne permettant pas de satisfaire les commandes. (D'après *Midi* du 11/04/05)

**La vanille de Madagascar livrée aux incertitudes du marché mondial :** une partie de la production de la campagne précédente ne trouve pas preneur, tandis que la campagne actuelle se heurte au *manque de financement*, lequel a des impacts socio-économiques et

politiques. Il faut trouver des mesures pour liquider le stock 2003 mais l'État hésite à s'immiscer dans la filière déjà libéralisée. La vanille malgache se trouve dans une situation critique, d'autant plus que des *exportations frauduleuses* de vanille immature continuent à se faire. L'Indonésie, l'Ouganda et même Tahiti commencent à talonner le pays. (D'après Tribune du 08/04/05)

**Commerce international : une structure pour le règlement des litiges.** Madagascar vient de franchir un pas vers son intégration au processus de la mondialisation. *La CCI Madagascar vient de naître.* Les entreprises opérant à Madagascar font de plus en plus appel à l'arbitrage pour régler les différends et litiges liées à leurs activités. Cette tendance sera certainement accrue avec la création du Comité National Malgache de la Chambre de Commerce International, une nouvelle structure, complémentaire du Centre d'Arbitrage et de Médiation de Madagascar (CAMM). (D'après Midi du 13/04/05)

**Lourdes sanctions à France Télécom Marine après un reportage de France 3 en caméra cachée sur les conditions de travail des marins malgaches.** Le 24 mars au soir, FT Marine a débarqué en catimini le Commandant du navire câblé Léon Thévenin et un matelot malgache. FT Marine fournira comme motif des sanctions un non respect des règles du Code International pour la Sécurité des Navires et des Installations Portuaires. Le 23 mars les Députés examinaient la proposition de loi sur le Registre International Français (RIF) pendant que les salariés du secteur étaient appelés à manifester leur opposition à cette proposition, finalement adoptée. Pour la CGT, le RIF équivaut à la mise en place d'un pavillon de complaisance à la Française, en remplacement de l'immatriculation aux Iles Kerguelen. (D'après Indymédia.org du 14/04/05)

**Logiciels libres pour contrer l'hégémonie de Windows : un laboratoire Linux installé à Madagascar :** L'Agence intergouvernementale de la Francophonie organise la résistance à travers des sessions de formation à Linux, chef de file des logiciels libres. Un laboratoire d'expérimentation et de formation a été installé à Madagascar. Une initiative pilote administrée par des informaticiens locaux. Les personnes pivots de l'expérience se sont regroupées en août 2004 en association, *l'Association malgache pour l'utilisation des logiciels libres.* Elle regroupe aujourd'hui 173 membres dont 47% d'informaticiens et 35% d'étudiants. (D'après Afrika.com du 24/04/05)

## **MENACES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA BIODIVERSITE**

**Développement agricole : Madagascar se trouve devant un problème majeur.** Avec 590 000 km<sup>2</sup> de superficie, le pays *ne renferme que 15 à 20% d'espace favorable à l'agriculture.* Ce sont les bonnes terres, arables, faciles à aménager, remplissant les conditions naturelles idéales aux activités culturales et d'élevage (plaines, plateaux fertiles et bas fonds humides). Les 80 à 85% restants de cette superficie sont des *espaces difficilement aménageables.* L'accessibilité des agriculteurs aux bonnes terres est de plus limitée par l'insécurité foncière, l'enclavement faute d'infrastructures socioéconomiques (route, éducation, santé, eau potable, etc.) ainsi que l'insécurité des hommes et de ses biens. Dans les années 50, avec 5-6 millions d'habitants, cette faible superficie agricole était largement suffisante. Suite à la croissance démographique galopante, ainsi qu'à la dégradation des sols, Madagascar se trouve actuellement devant un problème majeur pour son développement agricole, alors que 85% de la population vit en milieu rural. Les statistiques montrent une tendance à la *diminution de la productivité due à la baisse de fertilité et au déséquilibre de l'écosystème.* La dégradation de l'environnement est étroitement liée à la pauvreté et elle est provoquée

par la surpopulation. L'insuffisance de produits alimentaires et le manque d'argent se traduisent par des pressions considérables sur les ressources naturelles. Le développement à Madagascar est caractérisé par l'augmentation constante de la pauvreté de la population. *Entre 1970 et 1995, le revenu réel par habitant a diminué de plus de 40%* de telle sorte que plus de 70% des malgaches vivent en dessous du seuil de pauvreté. Depuis longtemps déjà, le pays accuse un manque d'espace agricole et une insuffisance alimentaire. Madagascar se doit de trouver des solutions pour équilibrer sa population avec les ressources naturelles et productives disponibles. (D'après La Gazette du 01/04/05)

**63 espèces malgaches de mammifères menacées d'extinction** dont 8 en danger critique, 25 en danger et 30 vulnérables. 41 % des mammifères malgaches disparaîtront dans l'avenir immédiat si aucune mesure adéquate n'est prise. La chasse et la dégradation de l'environnement sont à l'origine de cette situation catastrophique. Sur les 61 espèces de lémuriniens existant à Madagascar, 40 sont menacées d'extinction. La conservation de ces richesses dépend de la volonté politique des dirigeants. *La destruction de l'environnement puise ses sources dans la pauvreté.* La population riveraine pratique la chasse pour la cuisine et défriche les forêts pour le bois de chauffage. Pour stopper ces actes de braconnage, il faut avoir un programme pour combattre la chasse en même temps que la pauvreté. (D'après L'Express du 18/04/05)

## **DEMOGRAPHIE, SANTE PUBLIQUE, FLEAUX & CALAMITES**

### **Enquête démographique - Selon l'USAID, la mère et l'enfant vont de mieux en mieux :**

*"La santé de la reproduction des femmes a évolué de façon impressionnante. Il en est de même de la santé des enfants, si l'on se réfère aux données sur la couverture vaccinale et la distribution de vitamine A. Néanmoins, beaucoup restent à faire dans le domaine de la nutrition "*. Ceci étant, plus de **2 enfants de moins de 3 ans sur 5 accusent un retard de croissance**, dont la moitié sous une forme sévère. En 2003-2004, 80% des dernières naissances survenues au cours des 5 dernières années ont donné lieu à des consultations prénatales. 32 % des naissances se sont déroulées dans un établissement sanitaire. 51 % des femmes ont bénéficié de l'assistance de personnel formé à leur accouchement. 58 % des naissances ont été protégées par 2 doses de vaccin antitétanique. Cependant, seules 40 % des mères ont effectué les visites prénatales recommandées. Et dans seulement 16 % des cas, la première visite s'est déroulée à moins de 4 mois de la grossesse. *La fécondité des femmes demeure élevée*, avec, en moyenne, 5,2 enfants en fin de période féconde. Les femmes du milieu rural (5,7 enfants) ont une fécondité nettement plus élevée que celles des villes (4 enfants). De même, la fécondité des femmes de niveau d'instruction secondaire ou plus (3,4) est nettement plus faible que celle des femmes ayant une instruction primaire (5,7) et les femmes sans instruction (6,6). *Ce niveau accuse une baisse par rapport aux résultats de 1997*, où elle était de 6 enfants par femme. Une baisse des grossesses précoces a été constatée : en 1997, 56 % des femmes de 18 ans avaient un enfant ou étaient enceintes, cette proportion est tombée à 48 %. 53 % des bébés de 12 à 23 mois ont reçu tous les vaccins du programme élargi de vaccination (PEV). 98% des enfants nés ces 5 dernières années ont été allaités. (D'après L'Express du 07/04/05 et La Gazette du 09/04/05)

### **Santé maternelle - Faute de moyens, les sages-femmes font appel aux matrones :** 2607

sages-femmes diplômées sont en activité à Madagascar. Beaucoup de localités ne disposent pas de ces personnes spécialisées si l'on tient compte du nombre des communes qui s'élève à plus de 1500. Les communes enclavées sont les plus touchées. Le recours aux matrones prédomine donc dans les campagnes. Faute de moyen, le ministère de la Santé admet cette pratique. Les matrones formées à l'hygiène sont autorisées à pratiquer dans les localités isolées. Les membres de l'Ordre des sages-femmes *ont pris l'initiative de les former.*

"L'introduction de la formation sur le planning familial est envisagée", a indiqué la présidente de l'Ordre. Autre sujet à aborder : la prévention contre les grossesses non désirées et précoces. "Une femme ne doit pas concevoir un enfant avant ses 18 ans", recommande-t-elle. (D'après L'Express du 12/04/05)

## **Malnutrition**

**La malnutrition, l'un des facteurs de la petite taille des femmes malgaches**, qui mesurent en moyenne 153,3 cm, révèle une enquête de l'INSTAT ; 7% des femmes malgaches mesurent moins de 1,45 m. En marge des autres facteurs comme la génétique, cette petite taille reflète un mauvais état nutritionnel et une carence alimentaire. En raison de cette insuffisance alimentaire, plus de 2 femmes, entre 15 et 45 ans, sur 5 souffrent d'anémie. La malnutrition est d'ailleurs responsable du retard de croissance observé chez les enfants. Plus de la moitié des enfants de moins de 3 ans sont actuellement trop petits pour leur âge. (D'après Xinhuanet du 07/04/05)

**La Banque mondiale très satisfaite du projet Seecaline en faveur de la nutrition** : « le projet est mis en œuvre d'une manière satisfaisante ». La comparaison entre le taux de malnutrition enregistré au début du projet en 1997 et celui observé en 2004 montre une réduction importante de 24% et ce, en dépit des crises et cataclysmes naturels qu'a enduré le pays. Cette réduction varie de 18% et 40% suivant les régions. Mais beaucoup reste à faire. La BM est prête à poursuivre ses efforts. (D'après Les Nouvelles du 16/04/05)

**La campagne nationale de distribution de vitamine A cible 3 millions d'enfants et 145 000 femmes qui ont récemment accouché**. Couplée à un déparasitage systématique des enfants de 6 à 59 mois, cette campagne vise à lutter contre l'avitaminose. Elle aura lieu dans toutes les formations sanitaires et verra la participation de 14 224 mobilisateurs communautaires. L'objectif est de réduire des 2/3 la mortalité des enfants de moins de 5 ans. La carence en vitamine A constitue un des grands problèmes nutritionnels de santé publique dans le pays. **42 % des enfants et 29 % des femmes malgaches présentent une carence en vitamine A.** (D'après L'Express du 21/04/05)

**Pour la FAO, Madagascar appartient encore au groupe des pays faisant face à des urgences alimentaires**. La Grande Ile est classée dans ce groupe depuis décembre 2002 et ce en dépit de la hausse annoncée de la production rizicole à 3,4 millions de t de paddy cette année. 23 pays d'Afrique subsaharienne auront besoin d'une aide alimentaire dans les mois à venir. (D'après La Gazette du 14/04/05)

**La prévalence du sida en progression depuis 14ans**, passant de 0,02% en 1989, date où le virus a fait son entrée à Madagascar, à 1,1% en 2004. Un Malgache sur 90 est séropositif et pourtant plus de **90% d'entre eux ne le savent pas**. Par ailleurs, le **taux élevé de prévalence de la syphilis**, est le premier facteur de la propagation du sida dans l'île. En effet, les personnes atteintes de syphilis sont deux fois plus vulnérables au virus. En 2004, 6% des Malgaches étaient porteurs de la syphilis. Dans certaines provinces, le taux de prévalence atteint près de 9%. (D'après Xinhua du 23/04/05)

## **Accès aux médicaments**

**Hausse de 50 à 70% du prix de médicaments :** les pharmaciens sont coincés entre le marteau et l'enclume vu le glissement du pouvoir d'achat de consommateurs. L'ordre des pharmaciens reconnaît que le niveau actuel des prix est hors de portée de la majorité. De ce fait, il ne cesse de renouveler son à l'utilisation des *médicaments génériques* dont l'importation fait désormais l'objet de contrôles limitant la commercialisation de médicaments contrefaits. Madagascar ne compte que 254 points de vente. Au lieu de servir 15000 habitants comme le veut le code de la santé, une pharmacie sert aujourd'hui 70000 habitants. (D'après Tribune du 06/04/05)

**Vente illicite de médicaments de plus en plus prospère dans les quartiers populaires ;** ils sont proposés à des prix de 12 à 30% inférieurs à ceux des pharmacies. Les adolescentes victimes d'une grossesse non désirée et à la recherche de substances abortives constituent la majorité de la clientèle aux alentours des cités universitaires. (D'après Les Nouvelles du 19/04/05)

**Sanofi-Aventis brade ses médicaments pour les pays pauvres :** le troisième laboratoire pharmaceutique mondial se propose de vendre certains de ses médicaments à prix très réduits pour les populations les plus démunies. Sanofi-Aventis bradera notamment ses produits contre le paludisme, la maladie du sommeil, la tuberculose ou encore l'épilepsie. Ce programme qui fonctionne au Cameroun, au Gabon et à **Madagascar** sera étendu à l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne. Les décotes de prix oscilleront en moyenne entre 70 et 85%. (D'après L'Expansion du 15/04/05)

**Paludisme : un médicament non couvert par un brevet est annoncé pour 2006 par Sanofi-Aventis :** il réduit la prise à 2 comprimés par jour au lieu de 8 et coûtera pour un adulte moins de 1 dollar pour un traitement de 3 jours, et 50 cents pour un enfant. Sa décision de ne pas couvrir ce médicament par un brevet est un symbole fort surtout que l'Inde vient de renforcer ses lois sur la reproduction des médicaments génériques. Ce médicament est la concrétisation du partenariat entre la fondation « Médicaments pour les maladies négligées » (DNDi) créée en 2003 à l'initiative de Médecins Sans frontières et le laboratoire Sanofi-Aventis. La création de la DNDi a vu la collaboration de l'Institut Pasteur, de la fondation brésilienne Oswaldo Cruz, des instituts de recherche indien et kenyan, du ministère malaisien de la santé, du programme onusien sur les maladies transmissibles. Les grands laboratoires ont tendance à abandonner les recherches sur des maladies qui n'existent presque plus dans les pays développés mais qui affectent encore des millions de personnes en Afrique et en Asie. (D'après La Gazette du 11/04/05)

### **Après les intempéries, situation précaire pour les 100 000 sinistrés des inondations**

**La montée des eaux a fait des ravages dans toute l'île.** Dans les 4 zones gravement frappées, le bilan s'alourdit avec environ 100 000 sinistrés dont plus des 23 000 sans-abri, 57 morts et 7 disparus. Des missions ont été envoyées par le gouvernement et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) pour évaluer les impacts de ces inondations sur la sécurité alimentaire, la santé et les infrastructures. **L'insuffisance alimentaire** commence à apparaître dans les zones où les surfaces culturales sont inondées. La région de Sofia et Boeny se retrouvent avec plus de 31 000 sinistrés, plus de 36 000 pour le Sud-est et plus de 6000 pour la région Diana. (D'après L'Express du 02/03/05)

**MARC RAVALOMANANA envoie des émissaires dans une Alaotra meurtrie :** à défaut de se déplacer personnellement dans l'Alaotra, premier grenier à riz du pays, le président de la République a envoyé dans la région le ministre de l'Economie, des finances et du budget pour "réconforter" les populations et pour servir de guide aux représentants des bailleurs de fonds dépêchés sur les lieux afin de constater de visu les dégâts causés par les intempéries.

Deux semaines après les fortes pluies qui ont inondé la région, deux communes sont encore sous les eaux. Pour la saison rizicole, la direction régionale du développement rural a annoncé la **perte de 20.000 tonnes des récoltes**. Sans compter les pertes en vie humaine et l'importance du nombre des sinistrés qui s'élève à des dizaines de milliers. (D'après *Les Nouvelles* du 01/04/05)

**Aides d'urgence - Les dons italiens pour les sinistrés arrivent** : le gouvernement italien vient d'octroyer 400 000 euros soit 900 t de riz pour assister la population frappée par les cataclysmes dans plusieurs régions du pays. Cette aide sera utilisée pour soutenir les victimes des cyclones Elita et Gafilo de 2004, des deux cyclones récents, Ernest et Felapi, et des inondations qui ont frappé l'Alaotra, la vallée de Sofia et la région du Sud-est. Au total, plus de 112 000 bénéficiaires. Pendant un mois, 112.500 recevront 2 kilos de riz par jour **en contrepartie de 5 heures de travail**. Le programme entre dans le cadre de l'opération d'urgence mise en œuvre par le Programme Alimentaire Mondiale (PAM) pour subvenir aux nécessités alimentaires de la population. L'objectif est d'améliorer la capacité des communautés les plus vulnérables à faire face aux catastrophes naturelles et à pallier à leurs besoins alimentaires essentiels. (D'après *L'Express* et *Les Nouvelles* du 16/04/05)

**Criquets - Centre National Antiacridien : les dispositifs de prévention opérationnels**. Il est impossible d'éradiquer les criquets à Madagascar. L'effort va se porter plutôt sur la **réduction des surfaces infestées**, à réduire de 20.000 ha pour atteindre la période de rémission. Le Centre National Antiacridien, nouvellement restructuré, vient d'établir tout un système de lutte préventif antiacridien, visant à réduire de 20% par an le taux d'ingestion jusqu'en 2007. Dans la lutte menée par le CNA, 100 brigades de lutte antiacridienne sont mises en place. Une équipe mobile de 10 à 15 personnes peut traiter 50 Ha par jour. Grâce au système mis en oeuvre qui se veut simple; efficace et durable, **l'invasion est maîtrisée**, il ne reste que du pullulement. (D'après *Tribune* du 13/04/05)

**Madagascar figure parmi les pays dont le niveau de risque de catastrophe naturelle est le plus élevé** : ce constat émane du PAM, et repose sur l'analyse des catastrophes survenues de 1968 à 2002, au nombre de 38. Les principaux aléas naturels sont les cyclones, les inondations, la sécheresse ainsi que les invasions acridiennes et les épidémies. (D'après *La Gazette* du 23/04/05)

**Système d'alerte au tsunami : Maurice s'impose sur toutes les autres**. Madagascar, la troisième île la plus grande du monde, à côté de la petite Maurice ne compte guère aux yeux du monde. La deuxième réunion **du Comité international de coordination** pour la mise en place d'un système d'alerte au tsunami dans l'Océan Indien se tiendra à Maurice du 14 au 15 avril. Le ministre mauricien de l'Environnement s'est félicité de la crédibilité de son pays sur le plan international. Le silence du gouvernement malgache après l'alerte du 28 mars qui a provoqué la panique sur la côte Est indique que nous n'avons rien à proposer et que peut-être, nos autorités pensent que « c'est l'affaire des Mauriciens ». (D'après *La Gazette* du 04/04/05)

---

Au 30/04/2005, 1 euro = 2484 Ariary (cours pondéré)

A compter du 01/01/2005, l'Ariary (Ar) s'est substitué au franc malgache (Fmg), sur la base de Ar 1 = 5 Fmg